

UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU
Faculté des sciences économiques, sciences de gestion et sciences
commerciales

Département des sciences financières et comptabilité



Mémoire de fin de cycle :

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences financières et
comptabilité

Option : Finance d'entreprise

Thème :

Le crédit d'investissement des entreprises par les
banques

Cas : Crédit Populaire d'Algérie (CPA)

Réalisé par :

CHEBRINE SAMIRA

DAHMOUN LYDIA

Dirigé par : MOUMOU OUERDIA

Devant le jury composé de :

Présidente : LARBES Malha, MAA, UMMTO

Examinatrice : TIFRANI-MADOUCHE Souad, MAA, UMMTO

Promotrice : MOUMOU OUERDIA, MCB, UMMTO

Promotion 2022/2023

Remerciements

Un grand merci à Dieu le tout puissant , de nous avoir guidé dans la bonne voie et d'arriver jusqu'au bout et la volonté suffisante pour accomplir ce travail dieu est grand. Nos remerciements s'adressent à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

*Nous tenons à remercier notre promotrice **Mme . MOUMOU OUERDIA** pour son aide précieuse et ses conseils sans elle , ce présent mémoire ne serait jamais réalisé .*

*Nous remercions également notre encadreur au **CPA** Agence 120 Tizi-Ouzou **M. GOUMEZIANE YOUNES** pour son temps, son expérience, et ses connaissances dont on a beaucoup bénéficiés, nous sommes reconnaissants pour chaque conseil, chaque relecture et chaque échange qui nous a permis de nous améliorer.*

*Enfin , nous tenons à remercier tous mes professeurs de la spécialité finance d'entreprise ainsi que les membres du **JURY** pour leur efforts.*

CHÉBRINE SAMIRA

DAHMOUN LYDIA

Dédicace

Je dédie ce mémoire a

*Ma mère et mon père qui m'ont indiqué la bonne voie en me rappelant
que le secret de la réussite est la présence et que la volonté fait les
grands hommes et femmes .*

*Aucune dédicace ne pourrait exprimer mon respect , ma
considération , et mes profonds sentiments en vers eux pour leur
patience illimitée ,leur encouragement continu , leur aide , tous les
sacrifices consentis et leurs précieux conseils et pour toute leur
assistance et leur présence dans ma vie.*

Ma belle sœurCylia , et mon frère Salim .

A ma grande mère Malha et mon grand pèreMohammed

Sans oublier mes oncles et tantes.

A mes chère amies chacun a son nom en particulier

Lila , Tanya , Kaïssa , Ines , Zohra , kenza, Chabha, et bien sur

Ma Collègue Samira et sa famille

Toute ma famille et a toute personne que j'estime.

LYDIA

Dédicace

Je dédie ce travail

A ma mère

*Que ton âme repose en paix, Ton amour continuera de
m'accompagner tout au long de ma vie.*

*Je garderai ton amour précieusement dans mon cœur et je continuerai
à honorer ta mémoire en vivant ma vie de la manière la plus positive
et épanouissante possible.*

A ma chère sœur Nadia

*qui a toujours été à mes côtés, après le décès de notre mère Son soutien
sa présence précieuse , son amour inconditionnel sa protection
.....tout au long de mon parcours, elle a été présente à chaque étape.*

*Je suis infiniment reconnaissante pour tout ce qu'elle a fait et
continue de faire pour moi*

*Je ne pourrai jamais exprimer pleinement ma gratitude éternelle
envers toi.*

A mon père

*Je veux que tu saches à quel point tu es précieux pour moi je t'aime.
À mon beau-frère belka merci du fond du cœur pour ta protection ta
gentillesse, ta bienveillance....*

mes frères Samir , Yacine , et a ma sœur lynda

*Que notre fraternité continue de grandir et de prospérer, portant en
elle l'amour et la force qui nous unissent.*

Samira

Sommaire

Sommaire

Introduction générale2

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

Introduction7

Section 1 : Notions de base sur l'entreprise et la banque7

Section 2 : La relation entreprise - banque20

Section 3 : Les sources de financement des entreprises.....23

Conclusion33

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Introduction 36

Section 1 : Généralités sur les investissements 36

**Section02 : Caractéristiques du crédit bancaire et les types de crédit
d'investissement 41**

Section 03 : Les risques et les garanties liée au crédit d'investissement..... 46

Conclusion 51

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Introduction53

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil « CPA »53

**Section 2 : Etude d'un dossier de crédit d'investissement : cas « salle de
sport ».....60**

**Section 3 : L'analyse financière du dossier et la prise de
décision.....64**

Conclusion 80

Conclusion générale 81

Liste des abréviations

Liste des abréviations

ANSEJ : L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

BA : Banque d'Algérie

BTPH : Bâtiment Travaux publics et Hydrauliques

CA : Chiffre d'affaires

CAF : Capacité d'autofinancement

CLT : Crédit à long terme

CF : Cash -flows

CMT : Crédit à moyen terme

CPA : Crédit populaire d'Algérie

DA : Dinars Algérien

DCT : Dettes à Court Terme

DR : Délai de Récupération

EBE : Excédent brut d'exploitation

FNSEJ : Fonds National de Soutien à l'Emploi de Jeunes

IBS : Impôt sur les bénéfices des sociétés

IP : Indice de profitabilité

KDA : Unité de 1000 dinars algériens

TAP : Taxe sur l'activité Professionnelle

TCR : Tableau des Comptes de Résultat

TR : Trésorerie

TRI : Taux de Rentabilité Interne

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VA : Valeur Ajoutée

VAN : Valeur Actuelle Nette

VNC : Valeur Nette Comptable

SPA : Société Par Action

PME : Petite et Moyenne Entreprise

Liste des abréviations

PMI : Petite et Moyenne Industrie

Ets : Entreprise

U : Unités

CFNA : Cash – Flow Nette Actualisé

MRP : Multirisque Professionnelle

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

SNC : Société en Nom Collectif

SCS : Société en Commandite Simple

SA : Société Anonyme

SARL : Société à Responsabilité Limitée

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux et figures

Liste des figures

N° Figure	Intitulé de figure	Page
Figure N° 1	Le rôle de la banque	17
Figure N° 2	Les types de la banque	18
Figure N° 3	Les types de financement	24
Figure N° 4	Les investissements selon leurs natures comptables	38
Figure N° 5	L'organigramme de l'agence CPA	55

Liste des tableaux

N° Tableau	Intitulé du Tableau	Page
Tableau N°1	Tableau de différents coûts d'achats	62
Tableau N°2	Tableau des chiffres d'affaires	63
Tableau N°3	Tableau de coût global de projet	64
Tableau N°4	Tableau d'amortissement de l'emprunt	65
Tableau N°5	Tableau des comptes de résultats prévisionnels	68
Tableau N°6	Calcul des dotations aux amortissements provisions et pertes de valeurs	70
Tableau N°7	Tableau de capacité d'autofinancement	73
Tableau N°8	Tableau de capacité de remboursement des emprunts	74
Tableau N°9	Calcul de délai de récupération	77

Liste des annexes

N° annexes	L'intitulé de l'annexe
Annexe N°1	Bilan d'ouverture (bilan actif)
Annexe N°2	Bilan d'ouverture (bilan passif)
Annexe N°3	Bilan actif prévisionnel
Annexe N°4	Bilan passif prévisionnel
Annexe N°5	Données descriptives du bénéficiaire de crédit
Annexe N°6	Autorisation de consultation de la centrale des risques de la banque d'Algérie
Annexe N°7	Autorisation de crédit

Introduction générale

Introduction générale

Les entreprises sont des entités économiques qui produisent des biens et des services pour répondre aux besoins des consommateurs. Elles jouent un rôle crucial dans l'économie en créant de l'emploi, en stimulant la croissance économique et en contribuant à la prospérité des communautés locales.

En effet, quelque soit son type ou sa taille, dans la plupart des cas l'entreprise ne peut pas se contenter de ses ressources propres pour satisfaire continuellement tous ses besoins de financement. De ce fait elle devrait recourir aux ressources externes qui sont principalement le marché financier et la banque ce la est d'autant valable dans une économie d'endettement, telle source de financement a toujours occupe une place primordiale dans le financement des entreprises .

Les banques sont souvent la première option pour les entreprises qui cherchent du financement. Les prêts bancaires peuvent être utilisés pour investir dans de nouveaux projets, acheter de l'équipement ou couvrir les coûts opérationnels. Cependant, les banques ont des critères stricts pour accorder des prêts, notamment la solvabilité de l'entreprise et sa capacité à rembourser le prêt.

Aussi les banques offrent différents types de crédits d'investissement, chacun avec ses propres taux d'intérêts et conditions de remboursement. Les entreprises doivent prendre en compte leurs besoins spécifiques avant de choisir un type de crédit. Il est important de noter que le crédit d'investissement peut être risqué pour les entreprises, car le remboursement du prêt dépend de la réussite de l'investissement.

Ce type d'investissement est l'une importance cruciale aussi bien pour l'entreprise puisque il s'agit d'un engagement à long terme qui met en jeux son patrimoine, que pour le banquier s'agissant d'un crédit à haut risque, il doit faire l'objet d'une évaluation efficace pour assurer le remboursement.

Cependant, le recours à ces derniers n'est nullement à l'abri du risque d'insolvabilité de l'entreprise cliente, c'est pour cela qu'une étude généralisée et approfondis du projet d'investissement constitue la meilleure garantie du crédit.

Introduction générale

Problématique de la recherche :

Dans notre travail, nous allons essayer d'apporter un éclairage sur le financement d'un projet d'investissement des entreprises par la banque, et pour ce faire nous allons tenter de répondre à la question principale suivante :

Quelle démarche à entreprendre pour un financement bancaire rationnel d'un investissement dans une entreprise , en l'occurrence le cas de Crédit Populaire d'Algérie (CPA) ?

De cette problématique principale découle un certain nombre d'interrogation , notamment :

- A quoi ressemble la relation entre la banque et l'entreprise ?
- Quels sont les risques liés à l'activité de crédit bancaire et comment se prémunir contre ces risques?
- Comment se déroule le traitement d'un dossier de crédit au niveau des banques ?

Les hypothèses de la recherche :

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, nous allons explorer plusieurs hypothèses sur le crédit d'investissement des entreprises par la banque, en examinant les facteurs qui influencent les décisions de prêt et les conséquences pour les emprunteurs.

Hypothèse 1 : La relation entre la banque et l'entreprise peut influencer la décision de prêt.

Si l'entreprise a une longue histoire de relations positives avec la banque, cela peut augmenter sa crédibilité et sa capacité à obtenir un crédit d'investissement. De même, si l'entreprise a des liens personnels avec les dirigeants de la banque, cela peut jouer un rôle dans la décision de prêt. Cependant, cela peut également entraîner des conflits d'intérêts et des accusations de favoritisme, il est donc important que les banques maintiennent des normes éthiques strictes dans leurs pratiques de prêt.

Hypothèse 2 : La rentabilité de l'entreprise est un facteur clé dans la décision de la banque d'accorder un crédit d'investissement.

Les banques examinent les états financiers de l'entreprise pour déterminer si elle est en mesure de rembourser le prêt. Si l'entreprise présente un risque élevé de défaut de paiement,

Introduction générale

la banque peut refuser le prêt ou exiger des garanties supplémentaires pour minimiser son risque. Cela peut inclure des garanties personnelles des propriétaires de l'entreprise ou des garanties réelles telles que des biens immobiliers.

Hypothèse 3 : L'objectif de crédit d'investissement de l'entreprise influence la décision de la banque

Si l'entreprise souhaite acquérir des actifs qui généreront des revenus stables à long terme, comme des équipements de production, la banque peut être plus encline à accorder le prêt.

En revanche, si l'entreprise souhaite investir dans des projets risqués ou incertains, la banque peut être plus réticente à accorder le prêt. Dans ce cas, l'entreprise devra peut-être chercher des sources de financement alternatives telles que le capital-risque ou les investisseurs privés.

Méthodologie de recherche :

Pour mener à bien notre travail de recherche, nous avons opté pour la démarche méthodologique suivante : en premier lieu nous avons réalisé une recherche documentaire et bibliographique relative à ce thème, en suite en fonction des données collectées à partir du stage pratique que nous avons mené au près de CPA de Tizi-Ouzou Agence 120, nous avons tenté d'expliquer comment se déroule le processus de financement et l'analyse de traitement des dossiers de crédit par les responsables des institutions financières en Algérie.

Plan de travail :

Notre travail sera composé en trois chapitres : le premier chapitre comportera des notions générales sur l'entreprise et la banque, ce chapitre est réparti en trois sections à savoir : la première est relative à la présentation de l'entreprise et la banque, la deuxième sur la relation l'entreprise-banque, la troisième consiste à expliquer les différentes sources de financement des entreprises.

Le deuxième chapitre concerne le crédit d'investissement dans la première section traite les généralités sur les investissements, alors la deuxième section consacrée aux caractéristiques du crédit bancaire et les types de crédit d'investissement, la troisième section aborde les risques et les garanties liées aux crédits d'investissement.

Le troisième chapitre sera consacré à l'évaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA de Tizi-Ouzou Agence N° 120 », ce chapitre est divisé en trois grandes sections à

Introduction générale

savoir : la première section correspond : la présentation de l'organisme d'accueil Crédit Populaire d'Algérie (CPA), la deuxième section comportera l'étude d'un dossier de crédit d'investissement cas de « salle de sport », la troisième section explique l'analyse financière du dossier et la prise de décision.

*Chapitre I : Cadre
théorique sur
l'entreprise et la banque*

Introduction :

L'entreprise dans son cycle de vie a besoin des capitaux afin d'acquérir de nouveaux moyens de production pour assurer aussi bien sa création que sa pérennité. Les capitaux requis pour ces acquisitions sont si importants que le plus souvent, les apports des actionnaires de l'entreprise sont insuffisants pour y faire face.

Ainsi, l'entreprise a besoin de recourir à l'emprunt bancaire pour réaliser son projet. Par ailleurs, après certaines années d'activités, comptes tenu de l'usure de ses outils de production l'entreprise aura également besoin de capitaux stables pour renouveler ses moyens de production.

Les établissements bancaires installés sur le territoire national se sont lancés dans l'application d'un programme de mesure, dans l'objectif de se professionnaliser en jouant le rôle de levier à la relance économique, et se transformer en partenaire financier dynamique et efficace surtout en matière de relation banque – entreprise. Tout en se préparant à mieux affronter la concurrence des banques privées et à répondre aux exigences du nouveau marché.

Section 1 : Notions de base sur l'entreprise et la banque

Les entreprises jouent un rôle fondamental dans notre économie et notre société. Elles sont des entités dynamiques et complexes qui contribuent à la création d'emplois, à la croissance économique et à l'innovation. Dans cette section nous allons explorer les différentes facettes d'une entreprise et comprendre son importance dans le tissu social et économique.

1- Présentation de l'entreprise :

Avant de définir l'entreprise, il y a lieu de s'interroger sur les critères qui servent à classifier les entreprises. Une telle classification peut être basée sur :

- La taille : grandes entreprises par opposition aux petites et moyennes ;
- Le champ d'intervention : entreprise multinationale ou entreprise national ;
- Le type de propriété : entreprise sociétaire ou entreprise individuelle à propriétaire unique ;
- Le domaine d'activité : Société du secteur primaire , secondaire, tertiaire , quaternaire.
- Le type de management : société centralisée ou fortement décentralisée.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

- La réussite : société performante par opposition à la société en stagnation.

De telles bases de classification permettent de voir que toutes les entreprises ont un certain nombre de choses en commun et c'est autour de ces éléments communs que l'on peut proposer quelques définitions de l'entreprise.

Définition selon Maurice Sallé :

« L'entreprise est un groupe humain organisé et hiérarchisé réunissant des moyens matériels et financiers pour produire des biens ou des services en vue de la vente »

1

De cette définition, nous pouvons dégager les caractéristiques suivantes :

- ✓ Un groupement humain organisé et hiérarchisé : c'est – à –dire que les opérations se déroulent dans un ordre préétabli et les décisions sont prises par des supérieurs (directeurs, chefs d'ateliers ...) qui donnent des instructions à leurs subordonnés ;
- ✓ La réunion de moyens financiers et d'installations (usines , machines ...) ;
- ✓ La poursuite d'un but commun : la production pour la vente

Définition selon Monique Picard :

« L'entreprise est une entité économique qui en utilisant différents moyens produit des biens et des services pour les vendre. De la vente elle retire un bénéfice qui lui permet de continuer à vivre et à se développer. »²

Font partie des entreprises toutes les unités économiques qui ont pour but de produire un bien ou un service marchand.

Grâce à son activité, l'entreprise obtient en fin d'exercice un résultat qui peut être positif (bénéfice) ou négatif (perte) .

Le bénéfice de l'entreprise est conditionné par trois éléments :

- Le prix de vente unitaire ;
- Le prix de revient unitaire ;
- Les quantités vendues ;

¹ M.SALLEE, Initiation à l'économie générale , édition Dunod , Paris 1984,p.8

²M.Pécard ,Economie d'entreprise , édition Nathan , Paris 1992.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

Ainsi les quantités vendues dépendent en partie d'éléments extérieurs :

-La conjoncture ;

-La politique conduite par l'Etat.

Le prix de vente est déterminé en partie par le prix de vente pratiqué par les concurrents .Il en est de même pour le prix de revient :les matières premières , l'énergie ont un prix sur le marché.

Définition selon Jean-pierre Lorriaux :

L'entreprise est définie comme étant « une cellule économique et sociale spécialisée dans la production de biens ou de services, vendus sur les marchés, en vue de satisfaire les besoins de ses clients et de réaliser un profit »³

L'entreprise remplit plusieurs fonctions :

-Une fonction de production de biens et de services .Le but est de réaliser un profit après avoir déduit ses coûts de production ;

-Une fonction de commercialisation des biens ou des services aux clients ;

-Une fonction de répartition des revenus entre les agents économiques : personnel ,administration (Etat , Sécurité sociale) ;apporteurs de capitaux (créanciers ou prêteurs, actionnaires ou associés.)

Définition comptable de l'entreprise :

« L'entreprise est un ensemble de moyens mis en œuvre pour accomplir certaines missions »⁴

De cette définition nous pouvons déduire les éléments suivants :

Pour accomplir sa mission, l'entreprise dispose de trois catégories de moyens :

- Pour fonctionner l'entreprise a besoin de moyens financiers pour assurer le paiement des fournisseurs .exemple : la banque , la caisse et le compte courant postal .

-Les moyens matériels sont les moyens physiques utilisés par une entreprise pour produire des biens ou réaliser des services indispensable à l'exécution de sa mission. On distingue donc deux catégories :

³J.P lorriaux , Economie de l'entreprise , éditionDunod , Paris , 1991.p.5.

⁴Ministère des finances , institut de technologie financière et comptable, Initiation comptable , .OPU ,Alger,1990 ;p.7.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

- Les investissements exemple : les terrains, les bâtiments ou les machines qui sont des biens de production ;
- Les stocks tels que les marchandises et les matières et fournitures ;
- Les moyens humains sont les moyens en personnel de toute catégorie socio professionnelle (cadres, agents de maîtrise, employés).

Les moyens mis à la disposition de l'entreprise sont utilisés pour réaliser sa mission. Celle – ci peut être définie comme la production de biens, ou de services nécessaires à la satisfaction des biens collectifs et individuels.

Exemple :

- La mission d'une entreprise de construction d'automobile est de fabriquer des voitures pour satisfaire les besoins de ses clients (production de biens) ;
- La mission d'une entreprise de transport est de satisfaire le besoin de déplacement des passagers (production de services)

La diversité des entreprises :

Dans ce point seront abordées quelques classifications d'entreprises qui semblent pertinentes pour analyser leur gestion.

La classification sectorielle : on distingue classiquement trois secteurs :

- Le secteur primaire comprend l'agriculture, la pêche et les activités minières ;
- Le secteur secondaire regroupe les entreprises chargées de transformation des matières premières, c'est –à-dire l'ensemble de l'industrie ;
- Le secteur tertiaire englobe le commerce, le transport et les services.

La classification selon dimension :

Il n'est aisé de définir la taille d'une entreprise, et néanmoins cette classification est celle qui distingue le mieux les pratiques de gestion des firmes. Un seul critère ne permet pas de comparer avec certitude la dimension des entreprises.

Plusieurs moyens de repérage sont généralement employés.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

La taille d'une entreprise peut être mesurée d'après le nombre de salariés qu'elle emploie, Ou d'après l'importance de son chiffre d'affaires :

La classification des entreprises suivant leur effectif : on distingue les types d'entreprises suivants :

- Très petite entreprise : de 1 à 9 salariés
- Petite entreprise : de 10 à 49 salariés
- Moyenne entreprise : de 50 à 499 salariés
- Grande entreprise : de 500 à 999 salariés
- Très grande entreprise : plus de 1000 salariés

Cet indicateur est très simple à utiliser pour distinguer les entreprises entre elles. Toutefois, l'effectif d'une entreprise n'informe pas sur le niveau de qualification du personnel. Une entreprise embauchant 20 ouvriers n'aura pas le même poids économique qu'une entreprise comprenant 20 ingénieurs.

La classification des entreprises selon le chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires est un critère intéressant pour comparer deux entreprises qui produisent des biens de nature différente puisque la mesure de leur activité est effectuée dans la même unité monétaire.

Le chiffre d'affaire peut être complété par d'autres indicateurs, celui du bénéfice ou de la valeur ajoutée réalisés par l'entreprise. En effet, pour un même chiffre d'affaires une entreprise peut réaliser un faible bénéfice alors qu'une autre peut réaliser un bénéfice important.

La classification juridique : Trois catégories peuvent être distinguées :

Le secteur privé : où sont rassemblées les entreprises individuelles d'une part et les entreprises sociétaires de l'autre exemple : les Sociétés en Nom Collectif (SNC), les Sociétés en Commandite Simple, les sociétés en commandite simple (SCS), les Sociétés anonymes (SA), les sociétés à responsabilité limitée (SARL) ;

Le secteur public : est composé d'entreprises publiques, d'entreprises nationalisées, d'entreprises semi – publiques, de régies.

Le secteur coopératif : est composé d'entreprises qui refusent le principe capitaliste, tout en acceptant l'Économie de marché exemples : les coopératives de consommation, de production, des coopératives agricoles, etc.

Buts d'entreprises :

Le but de l'entreprise est la raison pour laquelle a eu lieu sa création. Le but varie selon le type d'entreprise et le système social dans lequel elle se trouve. Un but est un objectif à atteindre dans l'accomplissement d'une activité donnée. Il exprime le résultat qu'un responsable doit s'efforcer d'obtenir dans la réalisation des opérations qu'il a pour mission d'effectuer ou de diriger.

Chaque entreprise fixera ses objectifs, en fonction de :

- Ses aspirations propres (ou celles des dirigeants)
- L'environnement dans lequel elle se situe (l'entreprise ne peut pas négliger le poids de l'environnement, puisque c'est un système ouvert)
- Ses contraintes (liées notamment au passé de l'entreprise)
- L'orientation qu'elle souhaite prendre pour l'avenir.

Dès sa création, l'entreprise se fixe un objectif .La réalité économique montre des entreprises qui ont des objectifs différentes dans la diversité pose des problèmes de classification .Ces objectifs peuvent être classés en deux catégories :

Objectifs technico – économiques

Tels que la rentabilité, la croissance, la sécurité. Ces objectifs sont mesurables (bénéfice réalisé, augmentation du chiffre d'affaire, part de marché, proportion des capitaux empruntés par rapport aux capitaux propres, etc...).

Ils découlent d'une approche totalement interne à l'entreprise.

Objectifs de « citoyenneté »

Tels que la satisfaction de l'intérêt générale (notion de service public pour les entreprises) ; la protection des intérêts d'un groupe d'individus (coopératives) ; la recherche d'un bon climat social .La décision de retenir tel ou tel objectif n'est pas neutre : cet (ou ces) objectif(s) conditionne(nt) le fonctionnement de l'entreprise.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

Dans la pratique, une entreprise se fixe généralement plusieurs objectifs : on parle alors de « Système d'objectifs ».

Par ailleurs, les buts des entreprises sont très différents d'une entreprise à l'autre :

Dans les entreprises capitalistes :

Dans les entreprises fondées et dirigées par des apporteurs de capitaux, le but est d'obtenir le maximum de profit.

Le profit est ce qui reste après avoir déduit toutes les charges. En fait, c'est essentiellement le taux de profit (profits /capitaux engagés) qui intéresse les actionnaires.

Le profit est réparti de la façon suivante :

-Salaire : rémunération du chef d'entreprise, des dirigeants et salariés ;

-Participation : supplément versé aux salariés en fonction des résultats de l'entreprise.

-Autofinancement : somme non distribuée et qui est soit réinvestie dans l'entreprise soit placée sur le marché financier ou boursier ;

-Dividendes : part des résultats reversés aux détenteurs (ou associés) du capital.

Dans les pays à économie de marché :

Certaines entreprises sont créées avec des finalités très différentes :

➤ **Les buts du secteur public :**

Le secteur public ne saurait avoir comme objectif la maximisation du profit. Ces entreprises publiques sont dotées d'une certaine autonomie juridique et fonctionnelle, ainsi certains établissements publics pour suivent une activité économique qui entre dans le cadre de leurs missions de service public et ne vise pas, à titre principal, la réalisation d'un profit. La finalité du service public est de rendre des services à la collectivité qui n'est pas assurée par le secteur privé.

➤ **Les entités privées à but non lucratif (entreprises de l'économie sociale) :**

Elles cherchent à assurer d'abord leur survie et leur pérennité tout en rendant un service à leurs adhérents c'est le cas pour les coopératives, les mutuelles, certaines associations et de manière générale, toutes les institutions relevant de l'économie sociale.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

Les buts changent avec le type de coopérative :

- Une coopérative d'achat cherche à fournir les produits à ses adhérents au prix le plus bas ;
- Une coopérative de production a pour but de permettre aux travailleurs de ne pas être exploités par les commerçants et les apporteurs de capitaux ;
- Une coopérative agricole de transformation de produits et de vente permet d'obtenir de meilleurs prix et surtout de mieux maîtriser l'évolution de la filière.

Dans les économies socialistes planifiées :

Les entreprises ne sont plus des centres autonomes. Elles ont pour but la réalisation des objectifs qui leur sont assignés par le plan. Ce dernier (ou le plan) fixe, pour tous les secteurs, les quantités à produire et les prix des biens de production et de consommation

2-Présentation de la banque :

La banque est un acteur central du système financier et joue un rôle essentiel dans l'économie mondiale. Elle est une institution qui offre une variété de services financiers, tels que la gestion des dépôts, l'octroi de crédits, les services de paiement, les investissements et les conseils financiers.

Définition de la banque :

Une banque est une institution financière essentielle qui collecte l'épargne, accorde des prêts et met à la disposition des clients des moyens de paiement.

Définition selon Pascal Gauchon :

La banque comme « tout établissement privé ou public qui facilite les paiements des particuliers ou entreprises, reçoit des fonds et crée des paiements. »⁵

La banque donc un intermédiaire financier qui redistribue sous forme de crédits les fonds qu'elle collecte auprès des agents économiques.

Définition économique :

Les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôt, des fonds du public qu'elles emploient sur leur propre compte en opération de crédits ou en opérations financières.

⁵P.Gauchon , vocabulaire d'actualité économique , Edition Ellipse .Paris 1994 ;p30.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

La banque intermédiaire entre offreurs et demandeurs de capitaux et ceci à partir de deux processus distincts :

En intercalant son bilan entre offreurs et demandeurs de capitaux, c'est l'intermédiation bancaire.

En mettant en relation directe offreurs et demandeurs de capitaux sur un marché de capitaux (marché financier).⁶

Définition juridique :

Selon l'article 114 de la loi Algérienne N°90-10 du 14 Avril 1990

Relative à la monnaie et au crédit définit les banques comme étant : « Des personnes morales qui effectuent à titre de profession habituelle et principalement les opérations décrites aux articles 110 à 113 de la présente loi ».

« Les opérations de la banque comprennent la réception de fonds du public, les opérations de crédit ainsi que la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et la gestion de ceux –ci ». ⁷

Le rôle de la banque :

La banque est partenaire de l'entreprise et partage les succès et les échecs.

Le rôle de la banque comprend :

Le financement de l'économie :

Le financement de la vie économique sur des flux réels tels que la production, la consommation, l'investissement .Dont contrepartie est présente par des flux financiers comme les règlements, les prêts, les emprunts ...

Les différents agents économiques (l'Etat, ménages, entreprises ...) pour accomplir leurs fonction de production et de consommation, éprouvent des besoins de financements de différents natures .Pour cela ils disposent de plusieurs sources de financement.

Pour faire face à ses besoins les entreprises doivent faire appel à des ressources internes, principalement leurs fonds propres, une autre source de financement destinée à assurer le

⁶G.P.et Priani.S « la banque fonctionnement et stratégie », economica Paris 1997.

⁷Garsnault.P et Priani .S « la banque fonctionnement et stratégie », édition economica Paris ,1997.

Chapitre I : Cadre théorique sur l'entreprise et la banque

cycle d'exploitation, se constitue par le crédit fournisseur, les avances à la demande et le délai accordé par les administrations fiscales et douanières.

Dans le cas d'insuffisances des moyennes financiers, les entreprises font appels aux banques afin qu'elles puissent leurs assurer un fonctionnement dans les bonnes conditions.

Le rôle des intermédiaires financiers :

La banque est avant tout une institution financière .Elle joue le rôle d'intermédiaire entre les détenteurs et les demandeurs de capital, et ces intermédiaires financiers interviennent de façon différents sur le marché financier et sur le marché de liquidités.

➤ Sur le marché financier :

Le rôle des prestataires de services est important dans le monde des finances .Les prêteurs et les emprunteurs sont en contrat direct et travaillent en leur nom personnel. Les prêteurs prêtent de l'argent et les emprunteurs en bénéficient moyennant une commission. Les prêteurs peuvent être des institutions financières comme les banques, les coopératives de crédit les investisseurs ou les prêteurs privés. Les emprunteurs peuvent être des particuliers, des entreprises ou des gouvernements. Les prestataires de services agissent comme des intermédiaires et permettent aux emprunteurs d'accéder aux fonds dont ils ont besoin tout en permettant des fonds. Ils aident à faciliter les transactions financiers en fournissant des services tels que des prêts hypothécaires, des prêts étudiants, des prêts personnels et des prêts à l'entreprise.

➤ Sur le marché de liquidité :

Tout à fait,les intermédiaires financiers jouent un rôle crucial dans le fonctionnement des marchés financiers .Ils interviennent de manière directe ou indirecte en satisfaisant les besoins des agents économiques ou en collectant et créant les ressources nécessaires.

L'action de l'intermédiaire financier a pour objectif de fluidifier l'accès aux ressources financières et d'assurer une allocation efficace des fonds entre les différents acteurs économiques. Ils collectent des fonds auprès des agents ayant de l'argent disponible (épargnants, investisseurs)et les placent sur les marchés financiers pour financer les projets des agents économiques ayant besoin de fonds (entrepreneurs..).

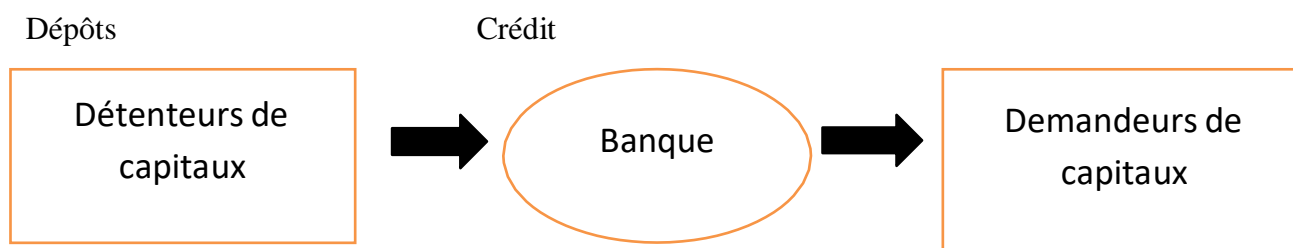
Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

Les intermédiaires financiers peuvent être une banque, une compagnie d'assurance, une société de gestion ou un fond de pension, ils fournissent des services financiers tels que l'émission de titres, la gestion des placements, les services de crédit, ...

À partir des prérogatives énumérées aux intermédiaires financiers, on peut cerner avec plus de précision le rôle économique que recouvrent les fonctions essentielles suivantes :

- La fonction de création monétaire par le jeu des relations avec l'étranger et de refinancement des banques à la charge de l'institut des missions.
- La fonction de création par l'octroi de crédits à l'institut des missions.
- La fonction de création par l'octroi de crédits à l'économie ou à l'Etat.
- La fonction de transformation qui consiste à emprunter des capitaux en vue de les prêter à des agents économiques sous des formes et des durées différentes.
- La fonction de placement qui consiste à vendre des valeurs mobilières (émission des actions et des obligations pour le compte des sociétés émettrices).
- La fonction de négociation des valeurs mobilières et de liquidités à la demande de la clientèle.

Schéma n°01 : le rôle de la banque

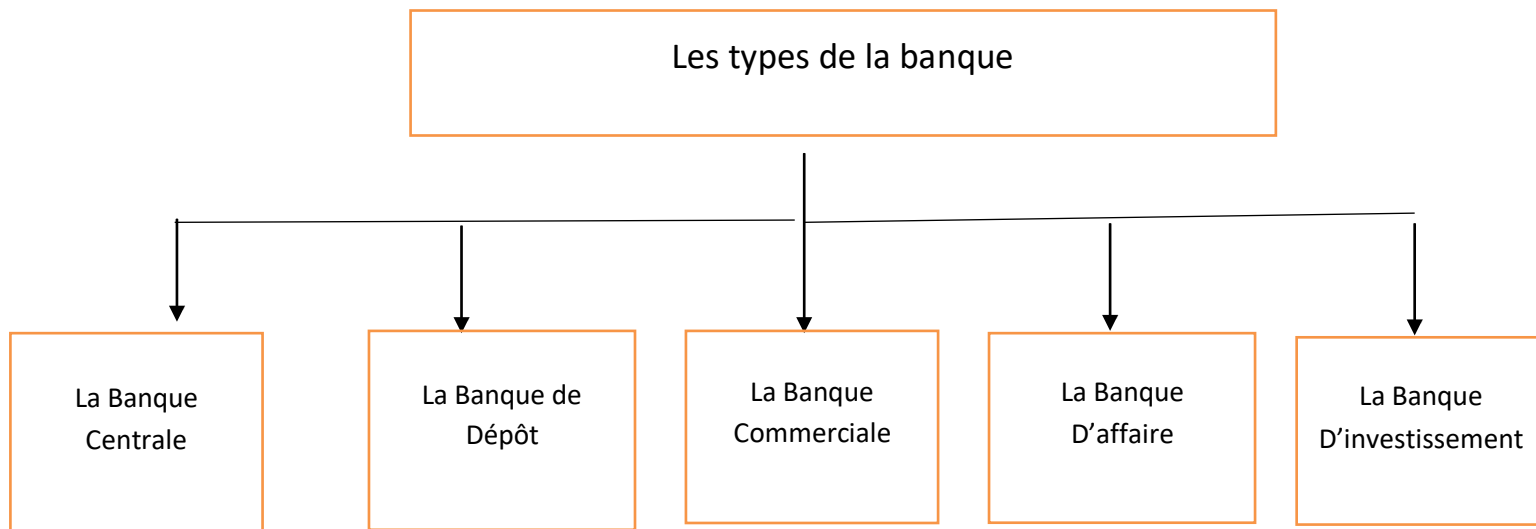


Source : Darmon O, « Stratégie bancaires et gestion de bilan » ; Edition Economica, Paris ;1998 ;p.45

Les différents types de la banque :

Le secteur bancaire est diversifié et comprend différents types de banques, chacune ayant des caractéristiques spécifiques et offrant des services adaptés à différents besoins financiers.

Schéma n° 2 : Types de banque



Source : Etablit par nous – mêmes à partir des documents consultés

La banque centrale :

Les banques centrales sont des institutions gouvernementales chargées de la régulation monétaire et de la politique monétaire d'un pays. Elles émettent la monnaie nationale, gèrent les réserves de change, supervisent le système financier et cherchent à maintenir la stabilité des prix et la stabilité financière.

Toutefois, le rôle de la banque centrale ne s'arrête pas à l'émission de la monnaie, elle fixe également le niveau des taux directeurs, contrôle la masse monétaire et surveille l'activité des banques commerciales.

La banque d'affaires :

Les banques d'affaires s'occupent de finance d'entreprise. Elles accompagnent les grandes entreprises en proposant plusieurs services bancaires comme des conseils stratégiques et financiers. Ces banques d'affaires accompagnent aussi les entreprises sur des projets de fusions-acquisitions.

La banque d'investissement :

Les banques d'investissements ont une activité basée sur les marchés financiers. Ces banques d'investissement achètent et vendent des actions, des obligations ou des produits dérivés sur

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

les marchés financiers. Elles peuvent aussi s'occuper de levée de fonds pour des entreprises nouvellement cotées ou gérer des opérations de change.

La banque commerciale :

Les banques commerciales sont aussi appelées banques de détail. C'est le type de banque avec lequel le grand public est le plus familier. En effet les banques commerciales sont les banques dans lesquelles nous avons tous notre compte bancaire ainsi que nos comptes épargnent.

Ces banques commerciales où banques de détail proposent des services bancaires à ses clients qui sont soit des particuliers soit des entreprises. Parmi ces services bancaires on peut citer :

La mise à disposition d'un compte bancaire avec tous les services qui vont avec comme par exemple la mise en disposition de moyens de paiement (carte bancaire, chèque ...)

- Les différents crédits ou prêts.
- Le dépôt d'argent (comptes épargne.)

Parmi les banques commerciales on trouve différents types de banques : les banques dites traditionnelles, les banques en ligne les banques mobiles ou néo banque.

La banque de dépôt :

La notion banque de dépôt concerne les banques qui ont le droit de recevoir des dépôts de la part de leur clientèle. La majorité des banques ont cette possibilité de collecte. Toutefois, certaines banques spécialisées, qui se sont vues attribuer des prérogatives et parfois des avantages par les pouvoirs publics, peuvent se voir interdire cette faculté de recevoir des dépôts.

Section 2 : La relation entreprise-banque

La relation entre la banque et l'entreprise est symbiotique. Les banques fournissent aux entreprises les services financiers nécessaires à leur fonctionnement et à leur croissance, tandis que les entreprises constituent une source de revenus pour les banques. Cette relation étroite est essentielle pour stimuler l'activité économique et favoriser le développement des entreprises.

1-Cadre de la naissance de la relation entreprise-banque :

La relation banque entreprise prend naissance à l'ouverture du compte bancaire, l'entreprise étant un agent économique exprimant le besoins de financement s'adresse a la banque qui est un établissement financier ayant les capacités de le financer.

L'entreprise aura besoins de la banque afin de financer l'ensemble de ses opérations d'acquisition et d'exploitation.

La banque elle aussi a besoins des entreprises afin de récolter des fonds des entreprises en excédents de trésorerie et d'une part financer des entreprise en besoins de financement.

De ce fait, la naissance de la relation banque entreprise est une opération ou deux acteurs majeur du paysage économique d'un pays ou d'une région s'allient dans un partenariat gagnant-gagnant.

besoin de l'entreprise :

Dans le fonctionnement et le développement des entreprise la contrainte financière est présente à toutes les étapes .Il est donc essentiel d'identifier les besoins et les ressources de financement. Ces besoins peuvent être liés soit au cycle d'investissement, soit au cycle d'exploitation .Les premiers sont liés aux investissements nécessaires à la croissance de l'entreprise, tandis que les seconds découlent des activités courantes de fonctionnement de l'entreprise.

Besoin de cycle d'investissement :

La phase d'investissement correspond à tous les investissements à long terme qu'une entreprise doit effectuer, après plusieurs années d'activité. Cela nécessite un financement stable et la possibilité d'acquérir durablement des biens tels que des machines, du matériel de investissements et des besoins en fonds de roulement, l'entreprise doit disposer de ressources

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

stables, notamment des fonds propres issus des associés, des emprunts obligataire et bancaires, ainsi que des options de financement telles que crédit-bail

Ce dernier permet à une entreprise de choisir un bien immobilisé qu'elle souhaite louer avec une option d'achat à la fin du contrat, auprès d'une société spécialisée dans ce domaine.

Besoin de cycle d'exploitation :

Le cycle opérationnel nécessite des actifs physiques et financiers pour fonctionner.

Il peut être divisé en trois phases:

- **Une phase d'approvisionnement**, durant laquelle l'entreprise acquiert les biens et services nécessaires à son activité.

- **Une phase de production**, au cours de laquelle elle transforme ces biens pour les rendre en produits finis.

- **Une phase de commercialisation**, également connue sous le nom de phase de vente, consiste à vendre les produits et services proposés par l'entreprise.

2- Les avantages et les inconvénients de la relation entreprise-banque :

La relation entre l'entreprise et la banque présente à la fois des avantages et des inconvénients significatifs. Cette relation étroite joue un rôle crucial dans la gestion financière et la croissance des entreprises. Cependant, elle comporte également certains défis auxquels les entreprises doivent faire face.

Les avantages de la relation entreprise-banque :

Accès aux capitaux :

Les banques offrent aux entreprises un accès aux capitaux nécessaires pour financer leurs investissements et leurs activités. Cela permet aux entreprises de développer leurs opérations, d'acquérir des actifs et de saisir de nouvelles opportunités de croissance.

Services de gestion de trésorerie :

Les banques proposent des services de gestion de trésorerie aux entreprises, ce qui facilite la gestion des flux de trésorerie, des paiements, des encaissements et des décaissements. Cela

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

permet aux entreprises de gérer leurs liquidités de manière efficace et d'optimiser leur gestion financière.

Services de conseil financier :

Les banques peuvent fournir aux entreprises des conseils financiers et des analyses qui les aident à prendre des décisions éclairées. Ces conseils peuvent concerner la gestion des risques, les stratégies d'investissement, la planification financière, etc. Cela aide les entreprises à maximiser leurs performances financières et à atteindre leurs objectifs.

Services liés au commerce international:

Les banques facilitent les transactions commerciales internationales en offrant des services de financement du commerce tels que les lettres de crédit. Cela réduit les risques liés aux transactions internationales et facilite les échanges commerciaux pour les entreprises opérant à l'échelle mondiale.

Les contraintes de la relation entreprise-banque :

La relation entre une banque et une entreprise peut causer des inefficacités dans le marché du crédit et déséquilibrer le secteur bancaire.

Exigences de garanties :

Les banques peuvent demander des garanties ou des collatéraux aux entreprises en échange de prêts. Cela peut limiter la flexibilité financière des entreprises et les contraindre à fournir des actifs en garantie, ce qui comporte un certain niveau de risque.

Coûts financiers :

L'utilisation des services bancaires peut entraîner des coûts financiers pour les entreprises, tels que les frais d'intérêt sur les prêts et les frais de gestion de compte. Ces coûts peuvent affecter la rentabilité des entreprises et doivent être pris en compte dans la gestion financière.

Risque de crise financière :

En cas de crise financière ou de récession économique, les banques peuvent resserrer leurs politiques de crédit, ce qui rend plus difficile pour les entreprises d'obtenir des financements. Cela peut limiter leur capacité à investir et à se développer, ce qui peut entraîner des difficultés économiques supplémentaires.

Section 3 : Les sources de financement

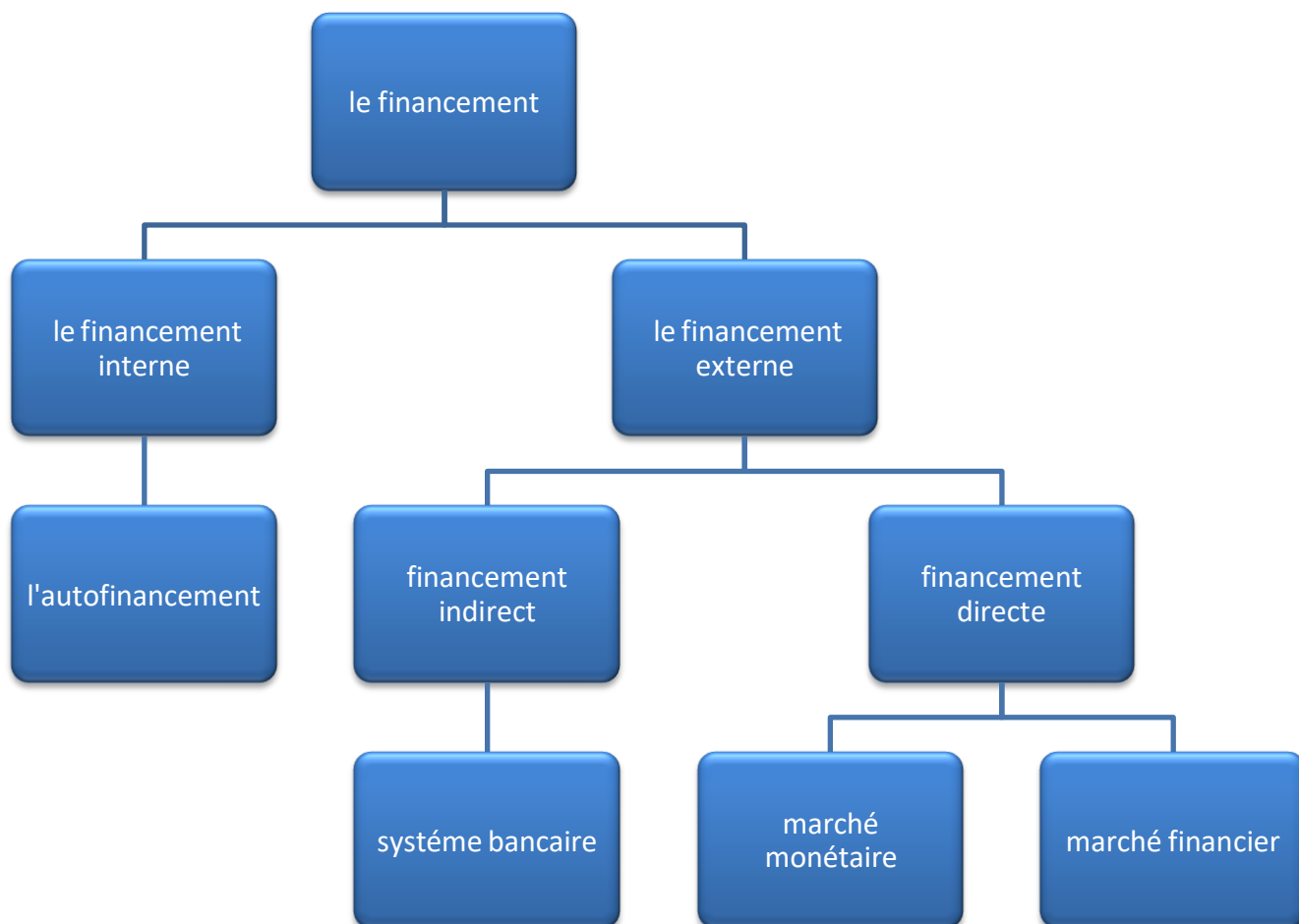
Lorsqu'une entreprise souhaite se lancer dans un nouveau projet ou développer ses activités, elle doit trouver des sources de financement que l'entreprise utilise pour obtenir les fonds nécessaires à la réalisation de ses projets.

« Une partie du financement est destinée à l'acquisition de moyens de production, c'est-à-dire l'investissement. Une autre partie permet de satisfaire les besoins financiers né du cycle d'exploitation. »⁸

Il existe plusieurs types de sources de financement pour les entreprises, chacune ayant ses avantages et ses inconvénients. Dans cette présentation, nous allons aborder les différentes sources de financement disponibles pour les entreprises.

⁸ Bernard YVES, Jean Claude cou, « Dictionnaire économique et financier », seuil , paris, 1996, p698.

Schéma n 03 : les types de financement



Source : Etablit par nous – mêmes à partir des documents consultés.

1-Les sources de financement interne (l'autofinancement) :

L'autofinancement est la partie de la capacité d'autofinancement qui restera à la disposition de l'entreprise pour être réinvestie .

Il constitue de façon générale le pivot du financement des entreprises et pour certains d'entre elles la source exclusive du financement dans les phases décisives de leur développement. Le caractère fondamental de cette ressource tient au fait qu'elle ne vient pas seulement s'ajouter à des ressources externes d'un montant déterminé mais constitue « l'amorce», le pivot à partir duquel le financement externe pourra être sollicité et attiré par l'entreprise.

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

Ceci est justifié pour deux raisons fondamentales. Son montant fournit une indication relative aux performances de l'entreprise : un autofinancement élevé rassure les apporteurs des capitaux externes sur les possibilités de rémunération et de mise en valeur des fonds qu'ils peuvent fournir. C'est autofinancement qui crée la capacité de remboursement de l'entreprise il donne ainsi une mesure de risque de non recouvrement que les apporteurs de capitaux support du fait de l'entreprise.

Les avantages et les inconvénients de l'autofinancement :

Cette approche présente à la fois les avantages et les inconvénients de l'autofinancement que nous allons citer ci-dessous :

Les avantages de l'autofinancement :

L'autofinancement constitue un facteur d'indépendance financière appréciable, en particulier en période d'encadrement du crédit, Il permet à l'entreprise de limiter le recours à l'endettement et d'améliorer donc sa rentabilité en réduisant le poids des charges financières.

➤ Indépendance financière :

L'autofinancement permet à une entreprise de conserver son indépendance financière. Elle n'a pas besoin de s'endetter ou de faire appel à des investisseurs externes, ce qui signifie qu'elle a un plus grand contrôle sur ses décisions et sa stratégie commerciale.

➤ Pas de coûts d'emprunt :

Lorsqu'une entreprise se finance par le biais de prêts ou d'autres formes de financement externe, elle doit payer des intérêts et d'autres frais liés à cet emprunt. En utilisant l'autofinancement, une entreprise évite ses coûts d'emprunt et peut économiser de l'argent à long terme.

➤ Flexibilité financière :

L'autofinancement offre une plus grande flexibilité financière une entreprise peut décider d'utiliser ses bénéfices pour financer de nouveaux projets, investir dans des actifs, effectuer des rénovations ou renforcer sa trésorerie.

Cette flexibilité permet à l'entreprise de s'adapter plus facilement aux changements économiques et aux opportunités d'affaires.

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

➤ **Amélioration de la rentabilité :**

L'autofinancement peut contribuer à améliorer la rentabilité d'une entreprise. En évitant les coûts d'emprunt et en utilisant ses propres ressources, l'entreprise peut accroître ses bénéfices nets. Cela peut également augmenter la valeur de l'entreprise et renforcer sa position concurrentielle.

Les inconvénients de l'autofinancement :

L'autofinancement constitue un frein à la mobilité du capital dans la mesure où les bénéfices secrétés sont automatiquement réinvestis dans la même activité il contribue ainsi à une mauvaise allocation des ressources.

➤ **Limitation des ressources :**

L'autofinancement signifie que l'entreprise ne peut compter que sur ses propres ressources financières pour financer ses activités et ses projets. Cela peut limiter la capacité de l'entreprise à prendre des initiatives d'expansion ou à saisir des opportunités de croissance qui nécessitent des investissements importants. En l'absence de financement externe, l'entreprise peut être limitée dans ses possibilités de développement

➤ **Contraintes sur la croissance :**

En relation avec le premier point, l'autofinancement peut entraîner des contraintes sur la croissance de l'entreprise. Si l'entreprise ne dispose pas de suffisamment de ressources internes pour financer des projets d'expansion ou des investissements stratégiques, elle peut être confrontée à des limitations en termes de capacité de croissance. Cela peut entraîner un retard dans l'expansion de l'entreprise par rapport à ses concurrents qui ont accès à des financements externes.

➤ **Augmentation du risque financier :**

Lorsqu'une entreprise s'autofinance, elle assume un risque financier plus élevé. Si elle connaît des difficultés financières ou si elle subit des pertes, elle n'a pas la possibilité de se tourner vers des sources externes de financement pour obtenir un soutien. Cela peut mettre l'entreprise dans une position plus vulnérable en cas de problèmes financiers ou de fluctuations économiques.

➤ **Pression sur la rentabilité :**

L'autofinancement peut exercer une pression sur la rentabilité de l'entreprise. En utilisant ses propres ressources pour financer ses projets, l'entreprise peut réduire ses bénéfices

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

disponibles pour la distribution aux actionnaires ou pour d'autres utilisations. Cela peut affecter la rentabilité globale de l'entreprise à court terme.

2- Les modes de financement externe :

On parle de financement externe lorsque l'entreprise fait appel aux apports de capitaux provenant de tiers. Il existe deux types de financement externe, direct (via de marché financier et de marché monétaire) et indirect (via des bancaires).

Financement direct :

Le financement direct est un mode de financement où les agents ayant un besoin de financement acquièrent des fonds directement sur le marché de capitaux sans recourir à un intermédiaire financier.

Il est différent du financement indirect où l'intermédiaire financier collecte le fonds du public sous forme d'épargne contre un taux d'intérêt et l'octroie à un agent à besoin de financement sous forme de crédit contre un taux d'intérêt plus élevé.

Le financement direct est généralement effectué sur un marché de capitaux par des agents qui vendent ou achètent des titres financiers soit pour placer des fonds ou s'en acquérir.

Les marchés de capitaux assurent le financement de l'économie, et sur ces marchés se confrontent des agents à la recherche de financements et d'autres à la recherche de placements, ils sont divisés en deux grands marchés :

- Le marché financier est le marché des capitaux à long terme.
- Le marché monétaire est le marché des capitaux à court terme.

Le marché financier :

Un marché financier est un marché sur lequel des personnes, des sociétés privées et des institutions publiques peuvent négocier des titres financiers, matières premières et autres actifs, à des prix qui reflètent l'offre et la demande. Les titres comprennent des actions et des obligations, ainsi que des produits de base, notamment des métaux précieux ou des produits de base agricoles.

Le marché financier représente l'ensemble des offres et des demandes de capitaux pour des souscriptions au capital social des entreprises et des placements à long terme. Sur ce marché sont émis et négociés des titres dont l'échéance est généralement supérieure à sept ans.

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

Il comprend deux compartiment le premier s'intitule marché primaire qui réserver pour les émissions de titre financière neuf, et le second est le marché secondaire qui est réserver pour les anciens titres déjà acquis par des propriétaires ou des créancier qui veulent les vendre.

➤ **Le marché primaire :**

Le marché primaire est le marché sur lequel de nouvelles émissions de valeurs mobilières, d'actions ou d'obligations sont proposées par des sociétés ou des Etats émetteurs à des acheteurs appelés souscripteurs. On l'appelle aussi nouveau marché de financement.

Le marché primaire est un marché fictif qui n'a pas d'existence réelle (il n'est pas situé dans un lieu spécifique il opère entre banques), ce marché n'est pas directement soumis au droit du monde. L'offre et la demande.

Le marché primaire désigne plusieurs types d'émission de titres :

-Lorsqu'une nouvelle émission de titres par une société ou État, lors de la création d'une société, de nouveaux titres sont introduits sur le marché.

- lorsqu'une société déjà cotée sur le marché procède à une augmentation de capital ou lorsqu'un émetteur obligataire assimile une nouvelle tranche à une émission émise précédemment, les deux font appel au marché primaire

La conversion de bons de souscription d'actions ou d'obligations en actions ou obligations nouvelles crée de nouveaux titres.

Comme dans tous les marchés on y trouve des acteurs offreurs et demandeurs, et dans le marché primaire les principaux acteurs sont :

Les demandeurs : ils peuvent être des Etats, des collectivités locales ou des entreprises. L'Etat, tel une entreprise, doit faire face à des dépenses, appelées charges d'exploitation (fournitures de bureau, salaire des fonctionnaires, etc.) Ainsi que d'assurer les dépenses d'équipement collectif (routes, hôpitaux, écoles, etc.) Appelées les dépenses investissement. Les taxes doit en principe suffire à couvrir les dépenses opérationnelles, mais elle ne peut pas couvrir les couts d'investissement c'est pour cela que l'Etat doit alors émettre des emprunts.

Les collectivités locales (wilayas, daïras, communes) ont les mêmes types de dépenses et procèdent de la même manière.

Comme les autres agents économiques, les entreprises doivent assurer des charges financées par les recettes ou des crédits de trésorerie, mais elles doivent aussi investir.

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

On a vu que pour financer ses investissements, une entreprise avait diverses solutions dont le recours au marché financier.

-Les offreurs : ils peuvent être des soumissionnaires nombreux et variés tel que des particuliers, des entreprises, des investisseurs institutionnels, des banques et des groupes de placements collectifs.

Les particuliers peuvent investir leurs économies dans les formules élaborées par les banques (comptes d'épargne, comptes à terme, certificats de dépôt, etc.). Ils peuvent également épargner à long terme en achetant des titres.

Les entreprises sont souvent à forte intensité de capital, mais elles peuvent aussi vouloir placer de l'argent. Parmi les solutions possibles, ils peuvent opter pour un investissement en valeurs mobilières.

Les investisseurs institutionnels comprennent principalement la caisse des dépôts et consignations, des sociétés d'assurance et des fonds de pension.

Les intermédiaires : les demandeurs et les fournisseurs de capitaux sont reliés par des établissements de crédit et des sociétés d'investissement qui assurent les émissions par l'intermédiaire de leur réseau.

Les intermédiaires informent l'émetteur du moment et du volume de l'émission. Ils mettent à la disposition de ces derniers leurs jetons et perçoivent à cet égard une commission de jeton. Ils peuvent offrir une garantie de bon investissement en s'abonnant eux-mêmes et en les plaçant auprès de leurs clients. Cette garantie consiste à percevoir une commission proportionnelle sur le capital garanti.

➤ **Le marché secondaire :**

Le marché secondaire est le deuxième compartiment du marché financier, connue sous le nom de la bourse et c'est le lieu de rencontre de l'offre et de la demande des titres financiers. Actions, obligation qui ont déjà été émises sur le marché financier primaire. Ce marché permet d'assurer la liquidité c'est-à-dire la revente des titres souscrits par l'investisseur. On ne souscrit jamais à une augmentation de capital ou à un emprunt obligataire à la Bourse car celle-ci n'est, en quelque sorte, que le marché de la revente, le (marché de l'occasion) des valeurs mobilières.

Chapitre I : Généralité sur l'entreprise et la banque

Les négociateurs : ce sont ceux des établissements de crédit et des entreprises d'investissement qui, après avoir été agréés par les autorités compétentes, sont devenus membres du marché pour exécuter les ordres d'achat et de vente.

Les compensateurs : ce sont des opérateurs qui se chargent du règlement et de la livraison des titres.

Les collectionneurs d'ordres : lorsqu'ils ne sont pas membres d'Euronext, les intermédiaires financiers, les banques ou les sociétés d'investissement qui collectent les ordres de leurs clients sont responsables de les transmettre à un négociateur, évitant ainsi toute étape supplémentaire aux investisseurs. Les collecteurs d'ordres sont soumis à l'approbation spécifique de l'autorité des marchés financiers et sont autorisés à ouvrir des comptes pour le compte de leurs clients.

Les émetteurs d'ordre : Non autorisés à ouvrir des comptes ou à recevoir des valeurs ou des espèces, ce sont les prestataires de services qui transmettent les ordres, généralement au moyen de technologies avancées, au client intermédiaire (négociateur ou collecteur d'ordres)

Pour autant, tous les marchés financiers ne présentent pas les mêmes garanties pour les apporteurs de capitaux car il y a des marchés réglementés et d'autres non.

Le marché monétaire :

Le marché monétaire peut être défini comme étant le marché des capitaux à court terme.

Selon l'expérience française il a été réformé, à partir de l'année 1985, il comprend désormais deux compartiments, l'un réservé pour les professionnels du métier de la banque appelé marché interbancaire et un autre ouvert à tous les agents économiques appelé marché de titres négociables.

Financement indirect :

Le financement bancaire est un autre moyen de financement externe permettant d'atténuer les insuffisances des capitaux propres sur l'équilibre financier des entreprises. Selon sa maturité le crédit bancaire peut être accordé à court, moyen ou long terme. Cela diffère du financement direct, où les fonds sont obtenus directement auprès des investisseurs ou des prêteurs.

Le fonctionnement du financement indirect :

Le financement indirect est un mode financement qui passe par un intermédiaire financier, une banque ou un établissement de crédit, il consiste à collecter l'épargne des agents à capacité de financement et pour en octroyer des crédits aux agents a besoins de financement.

Les sources de financement indirect peuvent varier en fonction du pays, du secteur d'activité et de la taille de l'entreprise. Les entreprises peuvent utiliser une combinaison de différentes sources de financement indirect en fonction de leurs besoins spécifiques et de la disponibilité des options de financement sur le marché.

Les avantages du financement indirect :

➤ **Diversification des sources de financement :**

Le financement indirect permet de diversifier les sources de financement de l'entreprise. Plutôt que de dépendre uniquement de ses propres bénéfices ou de l'autofinancement, l'entreprise peut obtenir des prêts, des lignes de crédit ou des investissements en fonds propres provenant de différentes institutions financières ou investisseurs, ce qui réduit la concentration des risques.

➤ **Renforcement de la crédibilité et de la réputation :**

Lorsqu'une entreprise obtient un financement indirect auprès d'institutions financières bien établies, cela peut renforcer sa crédibilité et sa réputation sur le marché. Ces partenariats financiers peuvent témoigner de la confiance accordée à l'entreprise, ce qui peut faciliter les relations commerciales, les partenariats ou les négociations avec d'autres parties prenantes.

➤ **Accès à des ressources financières étendues :**

Le financement indirect permet aux entreprises de bénéficier de ressources financières plus importantes. En s'associant à des institutions financières telles que des banques, des sociétés de capital-investissement ou des sociétés de crédit-bail, les entreprises peuvent accéder à des montants de financement plus importants qu'elles ne le pourraient par le biais de leurs propres ressources internes.

Les inconvénients du financement indirect :

➤ **Coûts financiers :**

Le financement indirect peut entraîner des coûts financiers plus élevés pour l'entreprise. Les institutions financières facturent souvent des intérêts, des frais de transaction ou des commissions pour leurs services, ce qui peut augmenter les charges financières de l'entreprise. Il est essentiel de prendre en compte ces coûts lors de l'évaluation de la viabilité du financement indirect.

➤ **Risques d'endettement :**

Le recours excessif au financement indirect peut entraîner un niveau d'endettement élevé pour l'entreprise. Si les remboursements ou les charges financières deviennent trop lourds à supporter, cela peut affecter la rentabilité de l'entreprise et sa capacité à investir dans des projets de croissance ou à faire face à des périodes difficiles.

➤ **Complexité des relations financières :**

Le financement indirect implique des relations financières complexes avec les institutions financières ou les tiers. Ces relations peuvent nécessiter une gestion et une coordination supplémentaires, notamment en termes de rapports financiers, de conformité réglementaire et de communication constante avec les partenaires financiers.

Conclusion du chapitre :

La relation entreprise-banque est complexe et essentielle à la fois.

En travaillant ensemble de manière transparente et en se concentrant sur les besoins spécifiques de chaque entreprise, les banques peuvent jouer un rôle clé dans le développement économique et la croissance des entreprises.

L'autofinancement peut ne pas être possible ou suffisant pour toutes les entreprises en phase de croissance rapide. Dans de tels cas, un financement externe peut être nécessaire pour soutenir la croissance et le développement de l'entreprise.

Il existe de nombreuses sources de financement disponibles pour les entreprises. Chacune a ses avantages et ses inconvénients, et il est important pour l'entreprise de choisir la source de financement qui convient le mieux à ses besoins.

Il est également important de comprendre les risques associés à chaque méthode de financement et de les prendre en compte lors de la prise de décision. En utilisant les bonnes sources de financement, une entreprise peut réussir à réaliser ses projets et à atteindre ses objectifs financiers.

Chapitre II

Le crédit d'investissement

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Introduction :

Le crédit d'investissement des entreprises par la banque est un sujet important pour les entreprises qui cherchent à financer leur croissance

Les banques offrent une variété de produits de crédit d'investissement chacun avec ses propres avantages et inconvénients.

Le risque de crédit est le risque le plus dangereux et plus ancien auquel est exposée une banque dans le cadre de son activité.

Il est en effet, à l'origine de nombreuses faillites bancaires observées ces dernières années (Khalifa banque 2003) sa montée en puissance a causé des dysfonctionnements considérables du système bancaire ; menaçant ainsi sa stabilité et sa sérénité. Pour limiter et minimiser le risque de crédits, une étude est conçue avant l'opération même d'octroi, le banquier exige des garanties.

Par ailleurs, nous allons présenter dans ce chapitre tous les éléments relatifs aux crédits d'investissement à travers les deux sections : la première section sera consacrée à la notion de crédit d'investissement, ses définitions, ses types, et la deuxième section expliquera les risques de crédit d'investissement et en fin les garanties exigées

Section 1 : Généralités sur les investissements

L'objet de cette section est de présenter un aperçu de l'investissement. Nous allons relever les différentes définitions et types d'investissement en fonction de certains critères de classification. Nous mettrons en évidence les caractéristiques de l'investissement.

1-Définition et typologie de l'investissement :

Investir signifie acquérir un bien avec l'espoir de bénéficier d'avantages à long terme. Il s'agit d'une dépense qui vise à modifier de manière durable le fonctionnement de l'entreprise. En d'autres termes, investir implique de sacrifier une consommation immédiate en vue d'accroître les revenus futurs.

1-1 Définition de l'investissement :

Plus précisément, l'investissement est défini selon cinq approches :

1-1-1 L'approche comptable : L'investissement comprend tout bien meuble ou immeuble, actif corporel ou incorporel acquis par l'entreprise, et vise à conserver la même forme au sein de l'entreprise pendant une longue période.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

1-1-2 L'approche économique : Tous les sacrifices de ressources consentis aujourd'hui pour espérer obtenir des résultats à l'avenir sont dispersés dans le temps, mais le montant total est supérieur à la dépense initiale.

1-1-3 L'approche financière : Désigne toute dépense destinée à bénéficier des bénéfices supplémentaires des fonds engagés dans des transactions ou opérations sur titres financiers ou sur marchandises de l'économie réelle ou sur titres (tels que l'immobilier).

1-1-4 L'approche gestionnaire : Les investissements génèrent de nouveaux cash-flows, et il est nécessaire de stratifier différents projets possibles à partir du bilan global qui définit la rentabilité de chaque projet.

1-1-5 L'approche stratégique : L'investissement doit améliorer la position concurrentielle de l'entreprise dans son environnement.

En conclusion, on peut dire :

- L'investissement est le capital utilisé pour augmenter la production de l'entreprise ou améliorer ses performances.
- Évaluer les investissements en comparant certains frais avec des frais aléatoires.
- L'investissement est aussi l'échange d'un montant courant spécifique avec des anticipations de distribution de revenus futurs sur plusieurs périodes, car la connaissance du risque semble être l'une de ses caractéristiques fondamentales.

1-2 Typologies de l'investissement :

Selon la définition de l'investissement, il existe trois classifications différentes :

1-2-1 Typologies de l'investissement selon leurs objectifs :

La catégorisation des investissements selon les objectifs permet de distinguer plusieurs types :

- **Les investissements de remplacement :**

« Les investissements de renouvellement, également connus sous le nom d'investissements de maintenance, ont pour objectif de maintenir le potentiel de production de l'entreprise. Ces nouveaux équipements présentent les mêmes caractéristiques techniques que les anciens, notamment en termes de capacité et de coûts de production. »⁹

⁹D. Faiza « Evaluation financière d'un projet crédit d'investissement » ; mémoire fin cycle ; 2018.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

➤ Les investissements de capacité :

Les investissements d'expansion sont également appelés investissements de croissance et visent à développer la production et la vente de produits existants, ainsi qu'à diversifier l'activité de l'entreprise. Ils sont liés à la croissance de l'entreprise et ont pour but d'augmenter la capacité de production et les bénéfices de cette dernière.

➤ Les investissements de productivité :

Les investissements visant à accroître la productivité ou à moderniser une entreprise sont définis comme des dépenses qui ont pour objectif de diminuer les coûts de production et d'augmenter le volume de production. Ces projets peuvent prendre diverses formes telles que l'acquisition de nouveaux équipements, la mise en place de nouveaux processus de fabrication ou encore la restructuration de l'organisation de production.

➤ Les investissements collectifs au social :

Des investissements collectifs ou sociaux ont pour but d'améliorer le bien-être général ou la satisfaction des employés, ce qui peut également contribuer à l'amélioration de l'image de marque de l'entreprise et à renforcer la sécurité sur le lieu de travail. Ce type d'investissement a un impact bénéfique sur la rentabilité de l'entreprise.

➤ Les investissements de développement :

Les projets d'investissement visant à promouvoir le développement et concernent toutes les catégories d'activités économiques, avec une orientation particulière vers cet objectif. Il est typique de ces projets de chercher à atteindre un niveau de production maximal en quelques années, en plus d'assurer les coûts classiques de production. Un exemple est la formation, qui permettrait d'améliorer de surveillance et l'évaluation exposée de ces projets¹⁰

1-2-2 Typologies de l'investissement selon leurs natures comptables :

➤ Les investissements corporels :

Les investissements corporels désignent les actifs matériels de l'entreprise à savoir les équipements, les terrains, les installations techniques, les machines, et bien d'autres. Ils sont essentiels pour augmenter la capacité de production de l'entreprise, optimiser le fonctionnement des capitaux et réduire les coûts d'exploitation.¹¹

¹⁰ B. CHANEZ, T. ZAHIRA, « financement bancaires d'un crédit d'investissement », Mémoire de fin de cycle, 2018.

¹¹ WWW.choix et évaluation d'investissement et financement pdf.com

Chapitre II : Le crédit d'investissement

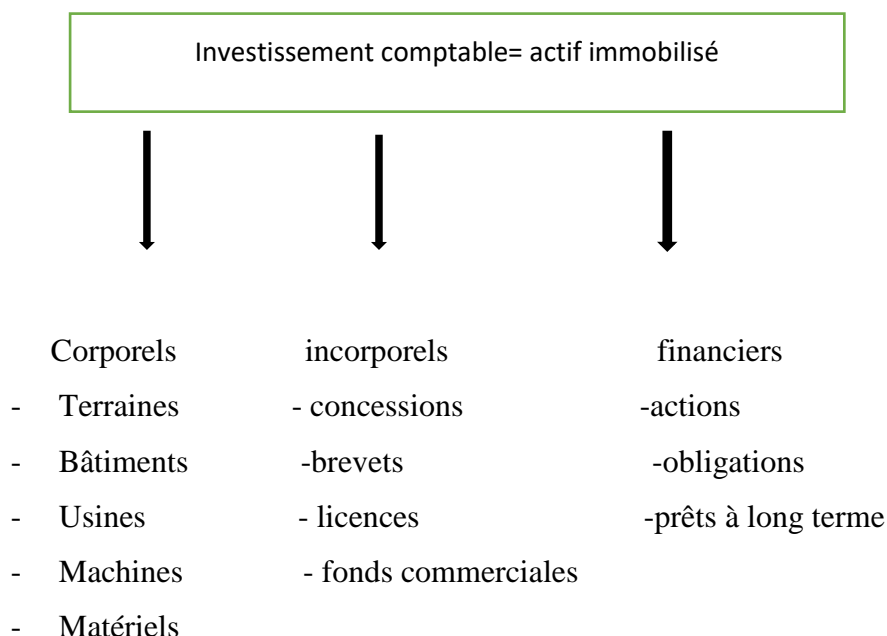
➤ Les investissements incorporels :

L'investissement incorporel présente une particularité qui n'est pas toujours reflétée dans le bilan comptable. En effet, malgré le fait qu'il soit considéré comme une dépense annuelle sur le plan comptable, il ne correspond pas au processus classique d'entrée de marchandises dans l'entreprise. Cette particularité découle de la nature et des objectifs de cet investissement de type intellectuel, dont le but principal est d'innover et de s'adapter aux équipements, méthodes, produits et qualifications en vigueur. Les dépenses de recherche, de formation, de commercialisation ainsi que les investissements liés aux logiciels constituent les quatre grandes catégories d'investissement incorporel.

➤ Les investissements financiers :

Les investissements financiers se matérialisent soit par l'acquisition de droits de créances, soit par l'achat de titres financiers dans une perspective de long terme, afin de pouvoir exercer une influence sur les décisions prises au sein de l'entreprise en question. Les formes principales d'investissements financiers comprennent les titres de participation ainsi que les prêts, entre autres.

Schéma n°4 : Les investissements selon leur nature comptable.



Source : Etabli par nous-mêmes à travers l'ouvrage de Mr.BOLUSSET.C
« L'investissement ».

Chapitre II : Le crédit d'investissement

1-2-3 Typologies de l'investissement selon la nature des relations entre investissements :

➤ Les investissements indépendants :

Lorsqu'on parle d'investissements indépendants, cela signifie que la réalisation de l'un n'affecte en aucune manière la réalisation de l'autre. Ainsi, si on prend l'exemple de l'achat d'un équipement de transport et du remplacement de machines obsolètes dans une entreprise, ces deux investissements sont considérés comme indépendants l'un de l'autre. Cela veut dire que la décision d'acquérir l'équipement de transport ne dépendra pas de l'état des machines dans l'usine, ni vice-versa.

➤ Les investissements dépendant entre eux :

La dépendance entre deux investissements se manifeste lorsque l'existence de l'un est conditionnée par celle de l'autre. Par exemple, la mise en place d'un projet de raffinerie de pétrole nécessite également la mise en place d'un projet d'acheminement du pétrole.

➤ Les investissements mutuellement exclusifs :

Lorsqu'on parle d'investissements incompatibles, cela fait référence à deux investissements qui ont la même fonction et dont l'acceptation de l'un implique nécessairement le rejet de l'autre. Pour illustrer cela, prenons l'exemple d'une entreprise qui achète deux camions distincts pour transporter des marchandises. Dans ce cas, ces deux camions sont considérés comme incompatibles. En effet, n'ayant pas de différences significatives quant à leur utilisation, l'achat d'un seul camion serait suffisant plutôt que l'achat des deux camions de marques différentes.

2-Le rôle et les déterminants de l'investissement :

2-1 Les déterminants de l'investissement :

Les déterminants de l'investissement sont les facteurs qui influencent les décisions des entreprises et des investisseurs pour allouer des ressources financières à des projets d'investissement. La décision d'investir dépend de cinq principaux facteurs :

2-1-1 Demande anticipée :

La demande effective, ou demande anticipée, joue un rôle crucial dans la détermination de l'investissement. En effet, lorsqu'une entreprise prévoit une augmentation durable de la consommation de ses produits et que ses capacités de production sont limitées, elle sera

Chapitre II : Le crédit d'investissement

poussée à investir. Ainsi, une hausse de la demande anticipée par les entreprises conduit à une augmentation de l'investissement qui est plus importante que proportionnelle.

2-1-2 La rentabilité :

La rentabilité est liée à l'efficacité économique de l'investissement, qui est mesurée par la division de l'excédent brut d'exploitation (EBE) par le capital fixe, et dépend également du mode de financement de l'investissement. Elle est un indicateur clé pour évaluer les performances de l'entreprise.

2-1-3 La situation financière de l'entreprise :

Si une entreprise est très endettée, elle évitera de s'endetter davantage pour financer de nouveaux investissements. Plutôt, elle cherchera à réduire ses dettes avec l'augmentation de ses bénéfices. En revanche, une entreprise avec des capitaux propres ou un flux de trésorerie important est obligée de réaliser de nouveaux investissements.

2-1-4 Les coûts de facteurs de production :

Les ressources utilisées pour produire des biens et des services sont appelées facteurs de production. Si le coût du travail augmente, les entreprises peuvent être encouragées à investir dans l'augmentation de leur production. En revanche, si le coût du capital est élevé, les entreprises peuvent préférer embaucher du personnel pour répondre à la demande croissante.

2-1-5 Le taux d'utilisation des capacités productives :

Le ratio entre les moyens de production utilisés pour la production et les capacités disponibles est crucial. Utiliser les machines de manière insuffisante ne stimule pas les investissements de l'entreprise, mais si la production est maximisée, cela incitera l'entreprise à investir pour répondre à une demande croissante.

2-2 Le rôle de l'investissement :

La croissance économique repose en grande partie sur l'investissement, qui améliore l'efficacité du travail humain, augmente le stock de capital et stimule la productivité. L'investissement joue également un rôle important dans la demande et influe sur les mouvements conjoncturels. Il maintient l'équilibre macroéconomique en utilisant les revenus non dépenses équivalents d'investissement. C'est également un facteur essentiel de croissance économique, car il modernise l'appareil productif, ouvre la voie à de nouveaux produits et offre des gains de productivité, permettant ainsi la baisse des prix, la hausse des revenus, la création d'emplois et l'expansion économique.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

L'investissement est une décision cruciale pour les entreprises car il favorise leur croissance et leur survie à long terme. Cependant, il nécessite des ressources importantes et constitue un engagement irréversible à moyen ou long terme. De plus, l'environnement économique et financier influence fortement l'image de marque de l'entreprise.¹²

Section02 : Caractéristiques du crédit bancaire et les types de crédit d'investissement

Dans cette section, nous allons essayer de passer en revue les concepts suivants : les crédits bancaires, et le crédit d'investissement en particulier, ainsi que les différentes types de crédit d'investissement..

Étymologiquement, le mot crédit vient du terme latin <<credere>> qui signifie avoir confiance. << faire crédit c'est faire confiance ; c'est donner librement la disposition effective et immédiate d'un bien réel ou d'un pouvoir d'achat, contre la promesse que le même bien ou un bien équivalent vous sera restitué dans un certain délai, le plus souvent avec rémunération du service rendu et du danger couru, danger de perte partielle ou totale que comporte la nature même de ce service >>¹³. Le crédit est tout acte par lequel un établissement habilité à cet effet met ou permet de mettre temporairement et à titre onéreux des fonds à la disposition d'une personne morale ou physique ou contracte pour le compte de celle-ci un engagement par signature.

1- Les Caractéristiques du crédit :

Il existe plusieurs éléments qui caractérisent le crédit parmi ces éléments il y a la confiance, la durée, le risque, la rémunération et les conditions financières du crédit

1-1 La confiance :

La loi du crédit est la loi de la confiance. Son but est de créer une institution qui permette aux créanciers de faire confiance aux débiteurs en leur assurant qu'ils seront payés à leur échéance. Cette confiance est basée sur une évaluation des besoins. Les besoins économiquement justifiables sont le facteur primordial pour assurer le bon résultat d'une action.

¹²[https://www.letudiant.fr](https://www.letudiant.fr/document/1-investissement.com) : document/1-investissement.com

¹³ G.PETIT-DUTAILLIS, << Le risque de crédit bancaire>>, Editions économiques, Paris,1963,p7

Chapitre II : Le crédit d'investissement

1-2 La durée :

Le crédit est généralement accordé pour une période déterminée, appelée durée du prêt. Cette durée peut varier en fonction du type de crédit et de l'accord convenu entre l'emprunteur et le prêteur. On parle de crédit à court terme lorsque la durée est inférieure à un an et lorsque la durée est comprise entre un et sept ans le crédit est à moyen terme, et lorsque la durée supérieure à sept ans le crédit est à long terme.

1-3 Le risque:

C'est le risque principal lié à un crédit bancaire. Il représente la possibilité que l'emprunteur ne puisse pas rembourser le capital et les intérêts du prêt. Ce risque est évalué par la banque en examinant la solvabilité de l'emprunteur, notamment son historique de crédit, ses revenus, sa capacité de remboursement et ses garanties. Plus le risque de crédit perçu est élevé, plus la banque peut exiger des garanties supplémentaires ou appliquer un taux d'intérêt plus élevé pour compenser ce risque.

1-4 Le taux d'intérêt :

« Sont considérés comme des intérêts, les rémunérations des capitaux effectivement prêtés, calculées prorata temporis »¹⁴ L'intérêt constitue ainsi la rémunération de la mise à la disposition d'un capital pendant un certain temps et du risque corrélatif de non-remboursement pris par le prêteur envers l'emprunteur. Pendant toute la durée du prêt, l'emprunteur doit verser une somme fixée en pourcentage du capital mis à sa disposition : c'est le taux d'intérêt.

1-5 Frais et charges :

Un crédit bancaire peut comporter d'autres frais et charges. Il peut s'agir de frais de dossier, de frais d'évaluation, de frais d'assurance ou d'autres frais liés à la mise en place et à la gestion du crédit. Ces frais peuvent varier en fonction de la politique de la banque et du type de crédit.

2- Les types de crédit d'investissement :

Les crédits d'investissement sont des crédits à moyen et à long terme ils financent l'outil de la production, comme ils peuvent avoir comme objet la subvention aux besoins d'équipements. Leur remboursement provient du bénéfice que procure la vente des biens et des produits. Ils sont destinés à financer les immobilisations, l'outil de travail de l'entreprise, le remboursement de ces crédits ne peut être assuré que par des bénéfices

¹⁴ G.CAUDAMINE J.MONTIEP, Banque et marchés financiers, Paris Ed Economica, 1998, p.145.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

2-1 Les crédits classiques :

Il existe plusieurs types de crédits classiques, à savoir

2-1-1 Le crédit à moyen terme (CMT) :

D'une durée de 2 à 5 ans, ils sont accordés aux entreprises pour leur permettre de financer des investissements de durée moyenne tels les véhicules et les machines et , de façon plus générale , la plupart des biens d'équipement et moyens de production.

Il doit exister une liaison entre la durée du financement et la durée du bien financé . Il faut éviter , dans tous les cas que la durée de financement soit plus long que celle d'utilisation du bien que le crédit a moyens terme finance .

La réalisation de cette nature de crédit se fait sous forme d'avances en compte , elle est aussi financée par la plus part trésorerie de la banque . Cette dernière pourra réescompter ses crédits à moyen terme auprès de la banque d'Algérie (l'article 71 de la loi 90-10 du 14/04/1990) . Cela se fait au moyen de billet à ordre souscrit en représentation de ces crédits.

2-1-2 Les crédits à long terme (CLT) :

Ce sont des crédits dans la durée excède sept ans , ils sont destiné à financer des immobilisations lourdes en particulier les constructions .

Du fait de leurs ressources qui sont essentiellement à court terme les banques commerciales qui pratiquent rarement ce type de crédit . Elle joue uniquement leurs rôles d'intermédiaire entre les clients et les organismes financière spécialiser dans ce créneau.

En Algérie, ce type de financement est pratiqué par la banque algérienne de développement (BAD) et la CNEP.

➤ Le leasing (le crédit – bail) :

« Le crédit-bail est une technique de financement d'une immobilisation par la quel une banque ou une société financière acquiert un bien meuble ou immeuble pour le louer à une entreprise, cette dernière ayant la possibilité de racheter le bien louer pour une valeur résiduelle généralement faible en fin de contrat.

Ce n'est pas une vente à tempérament car l'utilisateur n'est pas propriétaire du financé.

Ce n'est pas une simple location car le locataire dispose d'une faculté de rachat.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Ce n'est pas une location-vente car le locataire n'est pas obligé d'acquérir le bien après un certain délai ». ¹⁵

Le crédit-bail conditionné par la réunion des trois éléments essentiels :

- Achat du bien en vue de sa location par la société de leasing ;
- La location du bien par l'entreprise ;
- La possibilité, pour le locataire, d'acquérir le bien loué au terme de sa location , de le restituer ou de renouveler du contrat .

Il existe deux formes de crédit –bail, selon que le bien à financer est mobilier ou immobilier :

- Le crédit-bail mobilier :

Il consiste en une opération de location de bien d'équipement ou matériel et outillage. Sa durée est généralement égale à celle de l'amortissement fiscal du bien loué.

-Le crédit-bail immobilier :

« Le crédit –bail immobilier consiste en une opération de location d'un bien immobilier à usage professionnel, acheté ou construit par une société de crédit–bail immobilier, qui en demeure propriétaire ». ¹⁶

La durée du contrat est généralement supérieure à dix (10) ans , compte tenu de la nature des investissements .

➤ Les avantages du crédit-bail :

Pour l'établissement de crédit :

- Il demeurera propriétaire du bien loué jusqu'à la réalisation éventuelle de la vente.
- Il perçoit une rémunération incluse dans l'annuité payée par le locataire à titre de loyer.

Pour le locataire :

- Le crédit-bail n'exige aucun autofinancement.
- L'utilisateur, étant locataire du bien financé, n'est pas à fournir de garanties réelles.

¹⁵ LUC BERNET-ROLLANDE ,OP cité

¹⁶ BOUYACOUB F ,<< l'entreprise et le financement bancaire>> Casbah Editions, Alger, 2000

Chapitre II : Le crédit d'investissement

- L'utilisateur jouira de la garantie d'utilisation du bien , ou moins pour la durée d'irrévocabilité (période durant laquelle les parties ne peuvent pas dénoncer le contrat).
- Le locataire a la possibilité d'acquérir le bien loué à la fin de la période à un prix équivalant à la valeur résiduelle assez faible compte tenu des loyers perçus.
- Il n'y a pas d'immobilisation au bien puisqu'il s'agit de locataire .

➤ Les inconvénients du crédit-bail :

Pour l'établissement de crédit :

- Dans le cas où le locataire serait défaillant, la revente du bien loué ne lui assure pas forcément une couverture totale de la perte subie ;
- Les biens loués peuvent être détruits ou détériorés ;
- Toujours dans le cas de défaillance du débiteur, le bailleur risque de voir le bien financé tomber en désuétude à cause d'une évolution technologique rapide .Ce cas est particulièrement fréquent dans le domaine de l'informatique.

Pour le locataire :

- Il s'agit d'une technique de financement d'un coût élevé, surtout pour les petits investisseurs.
- L'entreprise ne peut acquérir le bien par anticipation, ce qui l'oblige à attendre la fin du contrat pour contant pour pouvoir le faire.

Remarque : En Algérie, seule la banque El Baraka pratique cette opération sous l'application « El Idjar : du fait qu'elle est considérée comme une innovation financière chez nous .

Le mot « crédit-bail » n'est connu au niveau de nos textes qu'à partir de la promulgation de la loi 90/10 relative à la monnaie et le crédit à travers ses articles 112 et 116.

2-2-1-3 Les crédits spéciaux :

Les crédits spéciaux sont des crédits qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme de développement tracé par les autorités gouvernementales. Il s'agit de financer des activités soutenues par des concours publics.

Parmi les crédits que développe le crédit populaire d'Algérie (CPA) , nous pouvons citer :

Chapitre II : Le crédit d'investissement

- Les crédits aux anciens moudjahidines et enfants de chouhadas ;
- Les crédits à l'emploi de jeunes.

➤ Les crédits aux anciens moudjahidines et enfants de chouhadas :

Ce sont des crédits d'investissements dont le taux d'intérêt est bonifié à 50%, la moitié est à la charge de Trésor Public qui les remboursera à l'échéance.

➤ Les crédits à l'emploi de jeunes :

Ce sont à moyen terme accordés dans le cadre de l'ANSEJ et des micro-entreprises.

Leurs objectifs s'inscrivent dans la création d'activités en faveur de jeune promoteur en vue d'assurer leur réinsertion dans l'environnement économique et social.

La banque participe dans le financement du projet à hauteur de 70% maximum le montant restant est assuré par l'apport du promoteur et une subvention du fonds National de Soutien à l'Emploi de jeunes (FNSEJ).

Le dossier de crédit que le promoteur doit fournir à la banque doit comporter une étude technico-économique, les bilans et les tableaux des comptes de résultats (TCR) prévisionnels sur 5 ans, une demande manuscrite une attestation d'éligibilité ainsi les documents administratifs.

Ce crédit fait bénéficier les jeunes entrepreneurs inscrit à l'ANSEJ d'une structure de financement référentielle censée leurs donner les conditions financière les plus favorables pour réussir leurs affaires .La durée de remboursement varié de 3ans à 5ans avec un différé de paiement allant 6 mois à 24 mois.

Section 03 : Les risques et les garanties liés au crédit d'investissement

Malgré leur importance dans l'économie les banques sont soumises à des risques financiers importants. Les prêts non remboursés peuvent entrainer des pertes importantes pour les banques, ce qui peut mettre en danger leur stabilité financière.

Les crises financières peuvent également avoir un impact sur les banques, comme cela s'est produit lors de la crise financière mondiale de 2008, pour éviter ces risques, les banques doivent être régulées et supervisées de manière stricte.

Cette présente section est subdivisé en deux parties dans la première sous section sera consacré au garantie sur c'est dernier.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

1- Les risques de crédit d'investissement :

Lorsque la banque accorde un prêt à une entreprise, supporte d'une manière ou d'une autre les risques qu'elle comporte, tous les risques que l'entreprise peut subir peuvent compromettre le remboursement du crédit.

C'est pourquoi le banquier doit veiller à identifier les risques, à les analyser et à les mesurer le plus fidèlement possible dans le temps et dans l'espace.

Les risques sont importants et nombreux sont ceux qui nécessitent des mesures de protection plus importantes.

Ces risques peuvent se présenter sous certaines formes et à tout moment à compter du début du crédit.

Nous distinguons le risque de non remboursement, le risque d'immobilisation, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

1-1 Le risque de non remboursement :

C'est un risque qui se traduit par la défaillance du débiteur à l'échéance. Sa réalisation ne peut avoir lieu que si toutes les voies contre le débiteur sont épuisées.

Ce risque peut être le résultat des différents aléas subis par l'entreprise elle-même, notamment le risque particulier (tels que les capacités techniques de l'entreprise), le risque coopératif (lié à la conjoncture économique du marché ou du secteur d'activité), le risque décisionnel (tels que les mauvais choix effectués par l'entreprise au niveau de ses investissements), et le risque général (les guerres, les crises économiques ou politiques,etc.).

1-2 Le risque d'immobilisation :

Le risque d'immobilisation est lié au phénomène de transformation. C'est-à-dire au financement des emplois à long terme par des ressources à court terme, ce risque étant à la fois le crédit octroyé et le préteur perdurant pendant toute la durée de ce crédit bien que soient remboursés par le débiteur.

C'est un risque exclusif pour la banque et l'art du banquier est de conseiller la nécessité de se réserver le droit de faire face au retrait sans délai, avec la distribution la plus large possible des besoins en crédit des entreprises et des particuliers.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Ce risque ne correspond pas en soi au risque de non remboursement, mais il en est l'annonciateur. Sa réalisation entraîne une augmentation involontaire de la durée des emplois de la banque. Cela peut être trouvé alors la peine de proximité de la Banque d'Algérie ou les taux du marché monétaire, généralement élevés peuvent affecter sa rentabilité

1-3 Le risque de taux d'intérêt :

Il résulte d'une évolution divergente de la performance d'emplois de la banque (crédit) et du coût de ses ressources (financement). Ce risque de tout se traduit, pour la banque, par un manque à gagner et ce malgré le respect par la banque et son client, de leur engagement contractuel, il s'agit d'une augmentation du taux de crédit par rapport à la référence octroyée pendant son paiement anticipé.

Afin d'éviter ce type de dommage, les banques doivent opter pour des taux d'intérêt variables en fonction du taux directeur fixé par l'émetteur.

1-4 Le risque de change :

Ce risque ne concerne que les prêts en devises. Il provient de l'évolution de la devise à court terme dans laquelle le prix est libellé par rapport à celui de la monnaie nationale. Une augmentation du taux de change se traduit par un gain temporaire, ce qui signifie qu'un manque à gagner équivaut à une perte de change.

Il ressort de ce qui précède que le banquier prend constamment des risques dans l'exercice de ses activités d'octroi de crédit. Et c'est à lui, d'effectuer une analyse rigoureuse de ceux-ci afin d'éviter leur réalisation et de prendre les précautions.

2- Les garanties bancaires du crédit :

Les garanties ne sont que des éléments accessoires aux crédits et leur réalisation devraient être le dernier recours de la banque pour récupérer ses fonds.

La banque dispose, pour se prémunir contre la survenance du risque, de toute une panoplie de garanties qu'il appartient de prendre en temps utile. Nous distinguons deux types de garanties :

- Les garanties personnelles.
- Les garanties réelles.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

2-1 Les garanties personnelles:

Ce sont des engagements pris par des personnes physiques ou des personnes morales, pour garantir au banquier l'exécution des obligations du débiteur, si celui-ci ne les exécutait pas à l'échéance. On distingue : le cautionnement et l'aval.

2-1-1 Le cautionnement :

L'article 644 du code civil stipule : <<le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant envers le créancier à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même>>¹⁷

On peut distinguer entre deux formes de cautionnement :

- **Cautionnement simple :**

La caution simple bénéficie de deux avantages qui sont le bénéfice de discussion et le bénéfice de division.

- **Bénéfice de discussion :** il permet à la caution de repousser les poursuites et les demandes au créancier de discuter au préalable le débiteur dans ses biens.
- **Bénéfice de division :** dans le cas de la pluralité des cautions, la caution peut demander au créancier de diviser les poursuites et de ne payer qu'une partie de la créance garantie.

- **Cautionnement solidaire :**

Dans ce cas la caution solidaire ne bénéficie ni du bénéfice discussion ni de celui de division. Le créancier peut poursuivre indifféremment le débiteur principal ou la caution.

2-1-2 L'aval :

L'article 407 du code de commerce d'Algérie stipule : (l'aval est l'engagement d'une personne de payer tout ou partie d'un montant d'une créance, généralement, un effet de commerce).

Il est exprimé par mention (bon pour aval) au recto de l'effet suivie de la signature de l'avaliste. Il peut être donné sur un acte séparé. L'aval est un cautionnement solidaire.

2-2 Les garanties réelles:

Ce sont des biens meubles ou immeubles affectés en garantie de remboursement d'un crédit.

¹⁷ L'article 644 du code civil Algérien .

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Ces biens peuvent être la propriété du débiteur lui-même comme ils peuvent être engagés par une tierce personne pour garantir la dette de » celui-ci.

Il existe deux principaux types de garanties réelles. Selon que le bien affecté soit immeuble ou meuble. On distingue le nantissement et l'hypothèque.

2-2-1 Nantissement de stocks :

L'emprunteur peut mettre en nantissement ses stocks existants ou futurs pour garantir le crédit d'investissement. Les stocks sont alors utilisés comme garantie, et la banque peut les vendre pour récupérer les fonds en cas de non-remboursement.

2-2-2 Nantissement d'actifs incorporels :

Si l'entreprise possède des actifs incorporels tels que des brevets, des marques de commerce ou des droits d'auteur, elle peut les mettre en nantissement pour garantir le crédit d'investissement. En cas de défaut de remboursement, la banque peut exercer ses droits sur ces actifs pour récupérer les fonds.

Il existe plusieurs types de nantissement (fonds de commerce, des titres, véhicule automobile, d'un marché public...).

2-2-3 L'hypothèque :

Elle est définie par l'article 882 du code civil : « Le contrat d'hypothèque est le contrat Par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté au paiement de sa créance, un droit réel qui lui permet de se faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang, sur le prix de cet immeuble en quelque main qu'il passe »¹⁸

L'hypothèque peut être constituée en :

- Hypothèque conventionnelle (la forme authentique)
- Hypothèque judiciaire (prise par décision de justice).
- Hypothèque légale (instituée par la loi).

¹⁸Article 882 du code civil.

Chapitre II : Le crédit d'investissement

Conclusion :

Le crédit d'investissement est une option de financement importante pour les entreprises qui cherchent à investir dans leur croissance et leur expansion à long terme. Les avantages tels que des taux d'intérêt plus bas et des modalités de remboursement plus longues peuvent aider les entreprises à atteindre leurs objectifs financiers à long terme

les caractéristiques d'un crédit bancaire peuvent varier d'une banque à l'autre et selon le type de crédit, donc Il est essentiel de comprendre les termes et les conditions du crédit .

Tout au long de ce chapitre nous a permis d'éclairer et d'illustrer les différents types de crédit d'investissement, en adoptant une politique financière adéquate aux objectifs fixés.

Nous pouvons conclure en affirmant qu'en dépit de la mise en place des moyens de prévention les plus élaborés, pour minimiser l'impact de la panoplie de risque aux quels est confronté le banquier, ceux-ci seront constamment présents.

Il doit adopter le meilleur moyen de prévention du risque crédit en cherchant à déterminer son bien fondé par l'élaboration d'une analyse objective de la situation de l'entreprise et en ne s'engageant qu'avec celle qui selon lui mérite sa confiance.

Chapitre III :
Evaluation d'un projet
d'investissement au sein de CPA

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Introduction :

L'investissement constitue le facteur clé de survie et de développement de l'entreprise parce qu'il permet à celle-ci de rester compétitifs sur le marché en facilitant l'accroissement de son appareil productif et ainsi amélioré la qualité de ses produits. Autrement dit, l'action d'investir est fondatrice du développement des entreprises et de l'activité économique elle détermine la capacité productive sans laquelle il ne peut y avoir ni production, ni croissance économique.

Pour mettre en valeur les éléments développés dans le chapitre précédent, nous avons choisi un dossier de crédit déjà traité au niveau de la banque CPA de Tizi-Ouzou concernant d'un crédit d'investissement.

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil « CPA »

Dans cette section a pour objet de présenter le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) d'une manière générale, sa forme juridique, son organisation ainsi que ses missions et les conditions d'étude d'un dossier de crédit d'investissement.

1- Historique du crédit populaire d'Algérie :

Le Crédit Populaire d'Algérie a été créé par ordonnance n° 66- 366 du 29 Décembre 1966, par concentration de quatre banques populaire régionales (La Banque Populaire Commerciale et Industrielle à Alger , Oran , Annaba et Constantine) et de société Marseillaise de crédit, ses statuts seront ensuite définis par ordonnance n°67-78 du 11 Juillet 1967 en lui donnant pour principales missions la promotion des secteur du B.T.P.H de la santé et du médicament du commerce et de distribution, l'hôtellerie et le tourisme, les médias, la PME / PMI, et L'ARTISANAT son patrimoine sera ensuite augmenté par l'intégration des patrimoine de la Banque Algérie - Misr et de compagnie Française de crédit et de banque.

En 1989, il a été érigé en entreprise publique économique sous forme juridique de société par action (SPA), suite à la mise en œuvre du processus de réformes économique en 1988.

Après avoir satisfait à la condition d'éligibilité prévue par la disposition de la banque d'Algérie, le CPA obtiendra son agrément du conseil de la monnaie et du crédit le 07 Avril 1997, devenant ainsi la deuxième banque en Algérie a été agréée.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Au 31 Décembre 2011, le CPA comprend 140 agences encadrées par 15 groupes d'exploitation et compte parmi ses effectifs 4683 agents dont plus d'un tiers de cadres.

Le capital social du CPA s'établit au 31 décembre 2011 à 48 milliards dinars.

1-1 Présentation de l'agence CPA Tizi-Ouzou « 120 » :

Faisant partie de l'ensemble des agences du CPA implantées sur le territoire national, l'agence CPA 120 est une agence principale située au Boulevard Colonel Amirouche, dans le chef-lieu de commune de Tizi-Ouzou .Elle est créée en 1966 et est chargé d'accomplir toutes les opérations couramment traitées par une banque commerciale.

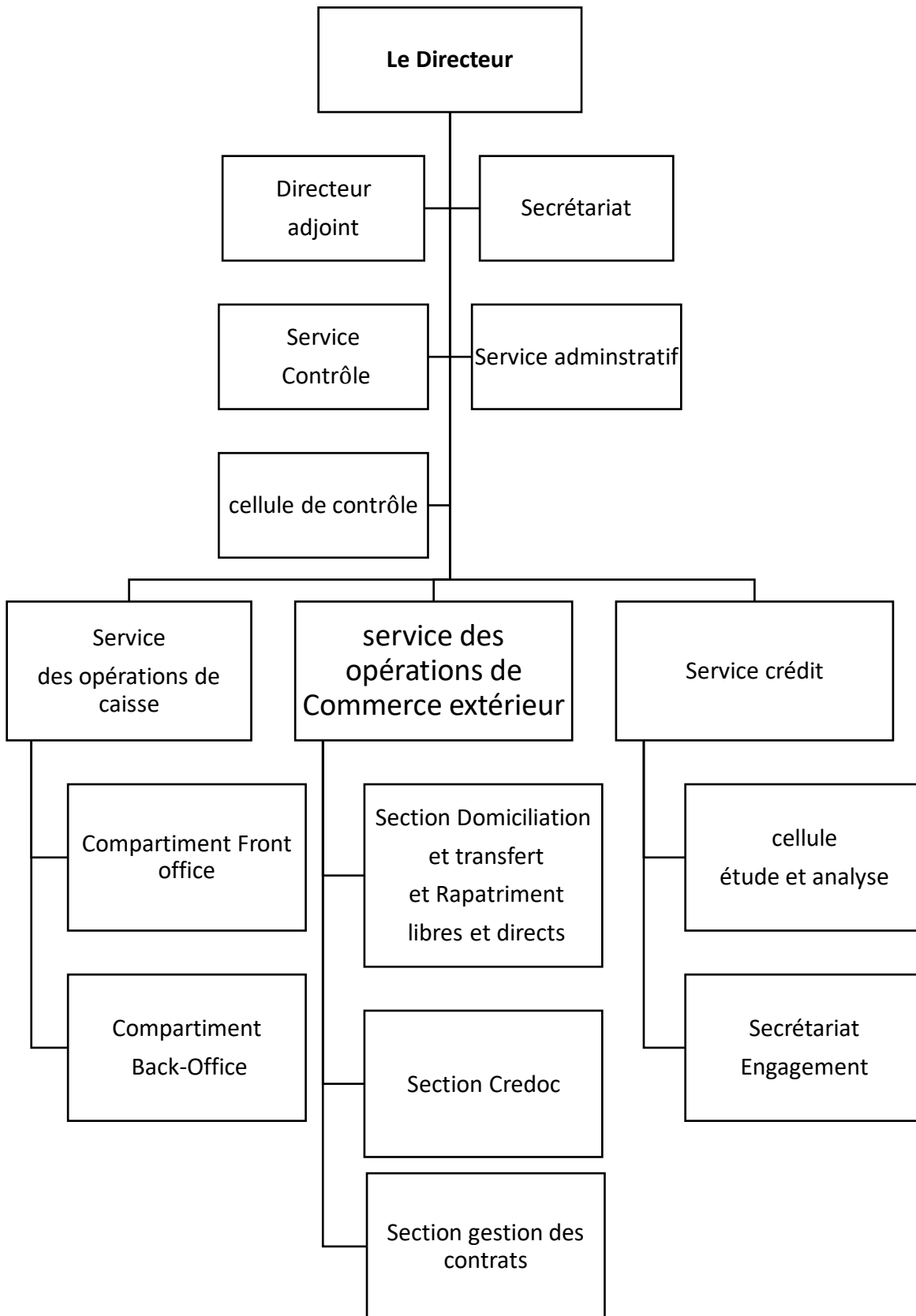
L'agence CPA 120 est dotée d'un comité de crédit préside par le directeur d'agence et regroupant le sous-directeur, les charges d'études et éventuellement le chef du service exploitation.

Ce comité est chargé de se prononcer sur les demandes de crédits introduits par la clientèle. Le directeur est doté d'un certain pouvoir de décision en matière de financement qui lui est attribué par le directeur générale de la banque sous forme de délégation.

L'organisation de l'agence 120 «CPA de Tizi-Ouzou »

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Schéma N° 5: L'organigramme de l'agence CPA.



Source: Elaboré par nous-mêmes à partir des documents internes à la banque CPA.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

1-2 La mission de CPA :

L'état demeure le seul propriétaire des action du CPA , qu'il gère par l'intermédiaire du holding financière malgré les intention du rachat formulées par des groupe étranger tels que la société la privatisation du CPA reste comme la tour de Babel une volonté irréalisable.

Le CPA en tant que banque commercial intervient sur le marché de l'intermédiation bancaire et financière, à ce titre il traite toutes les opérations bancaire et financière la réception des dépôts du public, l'octroi du crédit sous toutes ses forme la mobilisation des crédits extérieur et la souscription à des prises de participation dans des filiale et des sociétés national et international.

La gamme de produit et service bancaire offert par le CPA a connu un développement ces derniers années à travers le renforcement de l'activité monétique depuis 1990, et le lancement de nouveaux produits tels que le financement des PME/PMI et des micro-entreprises, les crédits immobiliers et les crédits destinés à la clientèle des particuliers.

Dans un contexte économique marqué par l'évolution vers la concurrence, suite à l'émergence de nouveaux établissements financières et bancaire, le CPA émerge dans une dynamique de changement induit par la nécessité de s'adapter aux nouvelles exigences de gestion fondées sur la rentabilité et la compétitivité.

Cette exigence d'adaptation requiert l'amélioration continue et harmonies de la performance globale de la banque, seul le choix qui a même de lui permettre de consolider ses atouts de compétitivité et par voie des conséquences, sa position sur le marché ainsi que l'accentuation de son intervention dans le financement de l'économie.

2- Les Conditions d'étude d'un dossier de crédit d'investissement :

Les conditions d'étude d'un dossier de crédit d'investissement en Algérie peuvent varier en fonction de la politique de la banque ou de l'institution financière qui accorde le prêt. Cependant, voici quelques éléments généraux qui sont généralement pris en compte lors de l'évaluation d'un tel dossier:

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

2-1 Demande écrite de l'entreprise

Pour un dossier de crédit d'investissement, certaines conditions spécifiques peuvent être prises en compte par les banques. On peut citer :

- Conditions de forme (doit contenir les références de l'entreprise accompagnées d'une signature apposée par une personne généralement c'est le gérant et du cachet de l'entreprise).
- Conditions de fonds (La demande de crédit doit préciser la nature des concours sollicités, leur montant et leurs objets. Elle doit être cachetée et signée par le ou les personnes dûment autorisées à engager l'entreprise en matière de crédit).

2-2 Documents administratifs :

- Une copie certifiée conforme de la déclaration d'investissement enregistrée auprès de l'ANDI (Agence Nationale du Développement de l'Investissement) pour le secteur privé.
- Une copie de la décision d'octroi d'avantages fiscaux et parafiscaux de l'ANDI éventuellement.
- Une copie certifiée du registre de commerce, du récépissé de dépôt ou tout autre Autorisation ou agrément d'exercer (éventuellement une carte artisanale).
- Une copie certifiée conforme des statuts pour les personnes morales.
- Une copie certifiée conforme du BOAL (Bulletin Officiel des Annonces Légales).
- Un acte de propriété ou bail de location du terrain et/ou des locaux utilisés pour l'activité de l'entreprise. ¹

2-3- Documents comptables, fiscaux

- Les trois derniers bilans définitifs et TCR des exercices clos, y compris leurs annexes réglementaires, signes par une personne habilitée pour les entreprises en activité.
- Les bilans et TCR prévisionnels établis sur une durée de cinq (5) ans, signes par une personne habilitée.

¹ BELLAL, Djamel. « Caractéristiques et modalités d'octroi des crédits bancaires », E.S.B, B.S.B, 9^{ème} promotion, 2006. P. 115

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

-Pièces fiscales et parafiscales apurées et datant de moins de trois (3) mois pour les entreprises en activité, et déclaration d'existence pour les entreprise n'ayant pas encore exerce.

2-4 Documents économiques et financiers :

- Une étude technico-économique du projet.
- Factures pro formaient et/ou contrat commercial récents pour les équipements à acheter localement ou à importer.
- Etat descriptif et estimatif des travaux de génie civil et bâtiments réalisés et restant à réaliser, établi par un bureau d'architecture agréée.
- Tout justificatif des dépenses déjà réalisés dans le cadre du projet.

2-5 Documents techniques :

- Permis de construire en cours de validité.
- Plan de masse et de situation du projet à réaliser.
- Plan d'architecture et charpente.
- Etude géologique du site et autorisation de concession délivrée par l'autorité compétente pour les projets de carrières.
- Etude et analyse de la qualité du gisement pour les projets de production des matériaux de construction et autres.

Il est important de noter que ces conditions peuvent varier d'une banque à l'autre et d'un projet à l'autre, il est recommandé de vous renseigner auprès de différentes institutions financières pour connaître leurs critères spécifiques d'octroi de crédit d'investissement en Algérie.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Section02: Etude d'un dossier de crédit d'investissement : cas « salle de sport »

Dans cette section, nous allons explorer les aspects clés de l'étude d'un dossier de crédit d'investissement cas de (salle de sport), et l'importance de présenter un dossier solide, complet et convaincant pour maximiser les chances de succès de la demande de crédit et d'obtenir les ressources financières nécessaires pour concrétiser sa vision de croissance et d'amélioration de ses services en tant que salle de sport.

1 Présentation de l'entreprise du projet « Salle de sport » :

1-1 Identité de l'entreprise :

- Forme juridique: Personne physique.
- Raison sociale: Entreprise « salle de sport »
- Domaine d'activité: Salle de Sport.
- Propriétaire: "X"
- Adresse: Lotissement Amyoud BE AR.D-C lot N°16 nouvelle ville Tizi - Ouzou.

Ce projet porte sur la réalisation d'une salle de sport au milieu urbain. Dont le coût total s'élevé 5099 097, 14 DA.

Ce projet est un créneau porteur qui développera une activité future intense et bénéficiaire.

1-2 L'impact du projet :

Le marché des salles de sport en Algérie présente un potentiel significatif de croissance et d'expansion. Avec une population jeune et de plus en plus consciente de l'importance de la remise en forme et du bien-être, la demande pour les services de salle de sport est en augmentation constante. L'urbanisation rapide et l'adoption de modes de vie plus sédentaires ont engendré une préoccupation croissante pour la santé, encourageant ainsi la fréquentation des salles de sport. Cet intérêt croissant se traduit par une diversification de l'offre, des petites salles de quartier aux grandes chaînes de salles de sport offrant un large éventail d'activités sportives et de programmes de remise en forme. Malgré cela, le marché est confronté à des défis tels que la concurrence accrue, la nécessité d'investissements dans des installations modernes et la sensibilisation au bien-être. Pour prospérer dans ce marché en évolution, les acteurs du secteur devront innover, personnaliser leurs services et établir

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

des partenariats stratégiques pour répondre aux besoins variés des consommateurs et encourager une adoption continue d'un mode de vie sain.

Le sport est devenu une culture de toute la société, son rôle dans la vie a pris une nouvelle dimension, cette vie sportive est totalement ancrée dans notre société et elle y apporte beaucoup de vertus. Les gens ont besoin de déstresser après leurs journées stressantes travaux .Et les enfants ont en besoin beaucoup dégager les mauvaises énergies surtout avec cette génération d'enfant agites.

1-3 L'analyse de viabilité:

L'analyse de viabilité est une étape cruciale dans la planification de tout projet. Elle consiste à évaluer la faisabilité et la rentabilité potentielle d'une idée ou d'une initiative avant de s'engager pleinement. Cette analyse permet de prendre des décisions éclairées, de minimiser les risques et d'optimiser les ressources pour assurer le succès à long terme. Dans cette analyse, nous examinerons les facteurs clés qui détermineront la faisabilité de projet et sa réussite."

1-3-1 L'analyse de marché:

La concurrence existe et est très forte .

Encouragée par les réelles opportunités qui peuvent lui offrir cet investissement, notre relation est convaincue de la justesse de sa décision d'investir dans ce créneau.

La décision d'investir dans le créneau est mûrement réfléchie répondant au besoin dû marcher réelle et existante.

D'importation du projet dans un gone à forte densité de population comme Tizi-ouzou, conjuguée à l'évolution de la démographie et au dynamisme commercial, devra permettre de maintenir, voire d'accentuer activité.

1-3-2 L'analyse commerciale:

Constitue une étape fondamentale de l'analyse de viabilité d'un projet. Elle se concentre sur l'évaluation approfondie du coté commercial, examinant les aspects liés au marché, à la clientèle cible, à la concurrence et aux stratégies commerciales....etc.

1-3-2-1 Politique des prix :

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Les prix que compte pratiquer le promoteur sont abordables et accessibles par tous, en effet, il ne peut pas avoir une liberté due dans la pratique de ses prises à cause de la forte concurrence.

-Promoteur ne compte pas se limiter à une clientèle précise, il vise une clientèle diversifiée de différentes catégories.

1-3-2-2 Promotion et concurrence :

De nombreuses salles de sports offrent des services similaires dans la région., néanmoins la demande pour ces services demeure forte et ne cesse de croître au fil du temps.

1-3-3 L'analyse des coûts de projet :

Après préparation et introduction du dossier portant réalisation de notre projet avec toutes les démarches y afférentes à savoir:

-Acquisition du matériel nécessaire à notre activité auprès du fournisseur MEDITERRANEEN SPORT.

- Acquisition de divers équipements de bureau auprès fournisseur Entreprise OSHANI DJAMEL

1-4 Estimation des équipements :

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Tableau N° 1 : Les différents coûts d'achats : U= DA

Désignation	Coût en Dinars
Tapis roulon professionnel	666400.00
Presse fly 524	464100.00
Tatami professionnel 1m* 2m	1755250.00
Barre dips	107 100.00
Corde à grimper	52360.00
Corde andilatoire	130 900.00
Tapis de gym	178500.00
Fitness pompe	41650.00
Altère	285 600.00
Disc	380800.00
Barre 1.20 cm	19040.00
Barre 1.50 cm	22848.00
Barre 1.80 Cm	28560.00
Les tiges	35700.00
Corde à Sauter	89.250.00
Cerceaux	35 700.00
Plot	29750.00
Assiette	17.850.00
La cage skouate	416500.00
Pc de bureau clone I3 /ram 4 go/d 1 to/ Ecran ^{18,5}	130900.00
Bureau SM 1m 60 avec trois tiroirs ERABLE	25704.00
Armoire SM deux portes pleines 1m 80 FRABLE	25466.00
Armoire SM étagère 1m80 FRABLE	22491.00
chaise opérateur 076A	33320.00
chaise visiteur ko2	30940.00
Salon PCI capitonné M0202 places noir	24990.00
Table chauffante noir	8092.00
Frais d'assurances	39 336,14

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des documents internes à la banque CPA

Estimation du coût du projet = 5099097, 14 KDA

1-5 Les chiffres d'affaires prévisionnels :

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Tableau N° 2 : Les chiffres d'affaires de l'entreprise « salle de sport » :

U=KDA

Années	Ex01	Ex02	Ex03	Ex04	Ex05	Ex06
chiffre d'affaires	10934	12024	13230	14553	16010	17600

Source: Etabli par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

D'après les éléments développés ci-dessus, nous pouvons dire que le projet n'aura pas de difficultés à trouver sa place sur le marché, car il intervient dans un créneau porteur et développera une activité bénéficiaire.

Cette affirmation est motivée par les points ci-après:

- Le promoteur est sérieux et honorable, doté d'une bonne expérience.
- La localisation du projet est favorable à l'activité projetée.
- Impact favorable sur le développement social.
- Equipements modernes.

En considérant attentivement ces points, il est clair que les conditions de faisabilité du projet sont pleinement satisfaites. Un promoteur sérieux, une localisation favorable, un impact positif sur la société et l'utilisation d'équipements modernes sont des facteurs clés qui positionnent ce projet dans une trajectoire de succès. Ces aspects cruciaux renforcent la confiance dans la viabilité du projet et la certitude de son succès futur.

Nous pouvons conclure que les conditions de faisabilité du projet sort entièrement réussies.

Section 03 : L'analyse financière du dossier de crédit et la prise de décision :

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Dans cette section, nous allons examiner un cas pratique d'analyse d'un dossier de crédit d'investissement. Nous allons prendre en compte les différents critères à savoir : (la rentabilité, la relation banque-entreprise, ainsi que les objectifs fixés par cette dernière.

Une analyse minutieuse de ces critères permet de prendre des décisions éclairées quant à l'octroi du crédit, dans l'intérêt à la fois de la banque et de l'entreprise.

1- L'étude de la rentabilité :

Elle vise à évaluer la capacité de générer des bénéfices et de maintenir une croissance financière sur le long terme. Cette étude repose sur la structure et les besoins de financement, modalités, conditions...etc.

1-1 Structure et besoins de financement :

Tableau N°3: Le coût global de projet

Source de financement	Montant	Taux
Apport en fonds propres	1539 09714	30%
Emprunt bancaire	3560 000.00	70%
Total	5099 697.14	100%

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

Les besoins de financement (salle de sport) de l'extension s'élèvent à 50 99097, 14 DA, le financement se fera en deux parties : les fonds propres 30% et pour le reste l'entreprise sollicitera un prêt bancaire.

Cette structure de financement utilise une combinaison de fonds propres (apport des propriétaires ou investisseurs) et un emprunt bancaire pour atteindre le montant total nécessaire pour le projet.

1-2 Modalités du prêt bancaire:

Durée de remboursement : 6 ans

Taux d'intérêt : 5, 75%

Type de remboursement: amortissement linéaire.

Différé : 6 mois.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

TVA 19%

Tableau N° 4 : Tableau d'amortissement de l'emprunt.

Années	somme restant due	Intérêts	TVA	Amortissement	Remboursement
Première Année	3560	205	39	712	956
Deuxième Année	2848	164	31	712	907
Troisième Année	2136	123	23	712	858
Quatrième Année	1424	82	15	712	809
Cinquième Année	712	41	8	712	761
Totaux	—	615	116	3560	4291

Source: Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

Sur la base du tableau N° 4 nous montrons les opérations nécessaires :

-Le montant d'amortissement :

La banque a adopté la méthode d'amortissement linéaire, cette dernière elle se concentre sur la gestion des remboursements d'un emprunt pour s'assurer qu'il est remboursé intégralement sur une période spécifiée, en tenant compte du montant total emprunté et de la durée de remboursement convenue.

$$\text{L'amortissement} = \frac{\text{le montant de l'emprunt bancaire}}{\text{la durée de vie}}$$

Dans cette formule :

-Le montant de l'emprunt bancaire" fait référence à la somme totale empruntée auprès de la banque CPA pour financer le projet.

-La durée de vie ou (la durée de remboursement) représente la période sur laquelle l'emprunt sera remboursé.

$$\text{L'amortissement} = 3560/5 = 712 \text{ DA}$$

⇒ C'est la portion du paiement annuel qui va vers le remboursement du capital emprunté.

⇒ Chaque année, l'emprunteur s'engage à rembourser 712 KDA du montant initial de l'emprunt.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

⇒ cette approche assure que l'emprunt de 3 560 KDA est complètement remboursé à la fin des cinq années, conformément à la répartition linéaire planifiée.

-La somme restant due :

Représente le montant qui reste à rembourser sur l'emprunt à la fin de chaque année.

Cette somme est calculée en soustrayant le montant de l'amortissement annuel de la somme restant due de l'année précédente.

La somme restant due (n) = la somme restant due de l'année (n-1) – l'amortissement

1^{ère} année : 3560

2^{ème} année : $3560 - 712 = 2848$ DA

- Du tableau N° 4, Il ressort ce qui suit :

- ⇒ Au début de la première année, la somme restant due est également de 3 560 KDA, car aucun remboursement n'a encore été effectué.
- ⇒ Ensuite, chaque année, une partie de la somme restant due est remboursée grâce au paiement annuel, qui est divisé en intérêts, amortissement et éventuellement TVA. Cette répartition du paiement fait diminuer la somme restant due d'année en année.
- ⇒ la diminution du montant de l'emprunt et d'apprécier le progrès réalisé dans le remboursement de la dette au cours des différentes années du prêt.

-Le montant de l'intérêt :

Le montant d'intérêt est calculé pour chaque année en utilisant la formule suivante :

Le montant d'intérêt = la somme restant due × taux d'intérêt

1^{ère} année le montant d'intérêt = $3560 \times 5.75\% = 205$ DA

- ⇒ Pour la première année, le montant restant due est de 3560 KDA et en utilisant un taux d'intérêt de 5,75%, l'intérêt calculé est de 205 à la fin de la première année les intérêts sont plus élevés car le montant dû est plus important.
- ⇒ Pour la deuxième année les intérêts diminuent à 164. Cela est attendu car le montant restant dû diminue après le premier remboursement, donc les intérêts payés sont également moins élevés.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

⇒ L'analyse de ces calculs montre que les intérêts diminuent progressivement chaque année à mesure que la somme restant due diminue en raison des remboursements périodiques

-Le montant de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) :

TVA est un impôt sur la consommation appliqué à la valeur ajoutée à chaque étape de la production ou de la distribution d'un bien ou d'un service. Dans le contexte de tableau N°4, la TVA est intégrée dans les paiements annuels liés à l'emprunt.

$$\text{TVA} = \text{le montant d'intérêt} \times 19\%$$

1ère année : $205 * 19\% = 39$ DA

2ème année : $164 * 19\% = 31$ DA

⇒ la TVA diminue progressivement chaque année à mesure que le coût de l'emprunt diminue.

-Le montant à rembourser :

Le remboursement représente la somme totale que l'entreprise « salle de sports » doit payer chaque année pour rembourser l'emprunt.

$$\text{Remboursement} = \text{le montant d'intérêt} + \text{TVA} + \text{le montant d'amortissement}$$

1ère année : $205 + 39 + 712 = 956$ DA

⇒ Le remboursement est de 956. Cela signifie que pour la première année, l'entreprise doit payer 956 KDA au total, dont une partie va vers le remboursement des intérêts, une partie vers le remboursement du capital (amortissement) et éventuellement une part de TVA.

2ème année : $164 + 31 + 712 = 907$ DA

⇒ Le remboursement diminue à 907. Cela suit la tendance à la baisse, car le montant dû diminue à mesure que l'emprunt est remboursé, entraînant des intérêts et un amortissement plus faibles.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

⇒ Le montant à rembourser diminue progressivement d'une année à l'autre, reflétant le remboursement continu du capital emprunté. Cette évolution peut aider l'entreprise à suivre le progrès du remboursement et à planifier ses flux de trésorerie futurs.

1-3 Les conditions du prêt bancaire :

Dans ce contexte, nous examinerons comment les conditions d'un prêt bancaire, notamment les intérêts, les coûts et les modalités de remboursement, s'intègrent dans l'élaboration d'un compte de résultat prévisionnel. Nous explorerons comment ces éléments influencent le projet la viabilité financière de l'entreprise dans un avenir planifié.

Tableau N° 5: Comptes de résultats prévisionnels

U =KDA

Libelle	1 ^{er} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année	6 ^{ème} année
chiffre d'affaire	10 934	12027	13250	14553	16010	17600
Production de l'exercice	10934	12027	13250	14553	16010	17600
Achats consommés	-4373	-4810	-5292	-5821	-6404	-7040
Services extérieurs et autres consommations	-546	-601	-661	- 727	-800	-880
Consommation de l'exercice	-4919	-5411	-5953	-6548	-7204	-7920
Valeur ajoutée d'exploitation	-6015	-6616	-7277	-8005	-8806	-9680
charges de personnel	-3402	-3743	-4117	-4529	-4981	-5480
Impôts et taxes et, versements assimilés	-164	-180	-198	-218	-240	-264
EBE	2449	2693	2962	3258	3585	3936
Autres charges opérationnel	-546	-601	-661	-727	-800	-880
Dotations aux amortissements Provisions et pertes de valeurs	-535	-535	-535	-535	-535	-475
Résultat opérationnel	1368	1557	1766	1996	2250	2581
charges financiers	-234	-234	-188	-441	-94	-47
Résultat ordinaire avant Impôts	1134	1323	1578	1855	2156	2534
Impôts exigibles sur résultats	-	-	-	-	-	-
Résultats nets	1134	1323	1578	1855	2156	2534

Source: Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

Du tableau N°5 nous montrons les opérations nécessaires :

- **Achats consommés :** Les achats consommés représentent les coûts engagés par une entreprise pour acquérir les biens et services nécessaires à la production de ses biens ou à la prestation de ses services.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Achats consommés = 40% de chiffre d'affaires

1^{ère} année: $10934 \times 0,4 = 4373$ DA

Les achats consommé de la 2^{ème} année est de 4810 DA

⇒ On peut noter que les achats consommés augmentent progressivement d'une année à l'autre, ce qui peut refléter une croissance de l'activité de l'entreprise.

- **Consommation de l'exercice** : Il s'agit des biens et services achetés spécifiquement pour être utilisés dans le processus de production ou de prestation de services.

Consommation de l'exercice = Achats consommés + Service extérieurs

1^{ère} année = $4373 + 546 = 4919$ DA

La deuxième année, la consommation de l'exercice est de 5411 DA.

⇒ La consommation de l'exercice représente une part importante des charges de l'entreprise. Cela comprend les coûts d'approvisionnements en matières premières, les services nécessaires pour soutenir l'activité de l'entreprise.

- **La valeur ajoutée d'exploitation** : Représente la richesse nouvelle produite par l'entreprise lors du processus de production qui pourra être réparti sous forme de revenus.

La valeur ajoutée d'exploitation = Production de l'exercice - la consommation de l'exercice

1^{ère} année = $10934 - 4919 = 6015$ DA.

Pour la deuxième année, la valeur ajoutée d'exploitation est de 6616 DA.

⇒ La valeur ajoutée affiche une augmentation continue d'année en année et représente en moyenne 55% du chiffre d'affaires durant le période de projection.

- **Excédent Brut D'exploitation** : est un indicateur financier majeur qui mesure la performance économique d'une entreprise. Il représente le surplus de ressources financières générées par les opérations courantes de l'entreprise

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

$$\text{EBE} = \text{VA} - \text{charges personnel} - \text{impôts et taxes}$$

1^{ère} année = 6015-3402-164 = 2449 DA.

Pour la deuxième année, l'EBE est de 2683 DA .

- ⇒ Les résultats de l'excédent brut d'exploitation sont positifs donc il y a un excédent brut d'exploitation au niveau de l'entreprise « salle de sport ».
- ⇒ une amélioration progressive de la rentabilité opérationnelle de l'entreprise au fil des années. Cette progression suggère que l'entreprise gère efficacement ses coûts, optimise ses opérations et parvient à générer des excédents financiers significatifs à partir de ses activités principales.
- **Dotations aux amortissements provisions et pertes de valeurs :** Sont des charges comptables enregistrées dans le compte de résultat d'une entreprise. Elles représentent les montants provisionnés pour amortir le coût d'actifs immobilisés (dotations aux amortissements), pour constituer des provisions pour faire face à des pertes potentielles ou à des charges futures (dotations aux provisions), et pour prendre en compte des pertes de valeur éventuelles sur des actifs (dotations aux pertes de valeur).

Tableau n°6 : Dotations aux amortissements Provisions et pertes de Valeurs.

Années	1	2	3	4	5	6
Matériel de production (1)=4750/10	475	475	475	475	475	475
Matériel de bureau (2)=300/5	60	60	60	60	60	60
Totale (1) + (2)	535	535	535	535	535	475

Source: Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

- ⇒ La somme totale des dotations aux amortissements pour le matériel de production et le matériel de bureau est de 535 unités par an pour les cinq premières années. Cela représente la dépréciation totale annuelle des deux types d'actifs combinés.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

⇒ la sixième année, la somme totale des dotations aux amortissements diminue à 475 unités par an

- **Résultat Opérationnel** : Est un solde intermédiaire de gestion. Il exprime le

Résultat réalisé par une entreprise à travers l'exploitation habituelle de ses seuls facteurs de production.

$$\text{Résultat Opérationnel} = \text{EBE} - \text{charges opérationnelles} - \text{les dotations aux}$$

1^{er} année : $2449 - 546 - 535 = 1368$ DA.

Pour la deuxième année, le résultat opérationnel est de 1557 DA.

⇒ Le résultat opérationnel est positif cela signifie que l'entreprise a réalisé des bénéfices ce qui permettait à l'entreprise de rembourser des intérêts d'emprunts et de couvrir ses opérations exceptionnelles lorsqu'elles existent.

⇒ Un résultat opérationnel positif signifie que l'entreprise a généré des bénéfices à partir de ses opérations commerciales habituelles.

- **Résultat Ordinaire avant impôts** : Représente le bénéfice ou la perte générée par une entreprise à partir de ses activités opérationnelles courantes avant de prendre en compte les charges fiscales. Il est calculé en déduisant du résultat opérationnel les charges et produits financiers.

$$\text{Résultat ordinaire avant impôts} = \text{Résultat opérationnel} - \text{charges financières.}$$

1^{er} année : $1368 - 234 = 1134$ DA.

Pour la 2^{ème} année, le résultat ordinaire avant impôts est de 1323 DA.

⇒ Le résultat ordinaire avant impôts est positif, Cela montre une croissance continue du bénéfice de l'entreprise et la témoignant de la performance financière positive, qui reflète une amélioration continue de la rentabilité de l'entreprise.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

- **Résultat net** : mesure les ressources nettes restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice bénéfice ou perte. Il correspond au sens comptable, à la différence entre les produits et les charges de l'exercice.

$$\text{Résultat net} = \text{résultat ordinaire avant impôts} - \text{Impôts exigibles sur résultats}$$

Impôts exigibles=0 donc les résultats net= résultats ordinaire avant Impôts.

- ⇒ Les résultats nets après impôts auront tendance à augmenter de façon appréciable au cours des années, compte tenu de la montée en cadence de la production d'une part, et la diminution des charges relative à l'investissement (amortissements et remboursements de crédits) d'autre part.

1-4 Etude de la rentabilité financière :

L'étude de la rentabilité financière constitue un pilier fondamental de l'analyse financière, aidant à évaluer la santé financière d'une entreprise et à guider les décisions stratégiques cruciales pour sa croissance et sa pérennité.

1-4-1 Capacité d'autofinancement :

La capacité d'autofinancement désigne l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise dans le cadre de son activité qui permettent d'assurer son financement.

La capacité d'autofinancement est calculée en utilisant la formule suivante :

$$\text{CAF} = \text{Bénéfices nets} + \text{Amortissement Construction et équipement}$$

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Année	Bénéfices nets	Amortissement Construction et équipement	cash-flows bruts	cash-flows bruts cumulés
01	1134	535	$1134+535=1669$	1669
02	1323	535	$1323+535=3527$	3527
03	1578	535	$1578+535=5640$	5640
04	1855	535	$1855+535= 8030$	8030
05	2156	535	$2156+535=10721$	10721
06	2534	475	$2534+475=13730$	13730

Source: Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

⇒ A la lecture du tableau N°7, nous constatons que la capacité d'autofinancement est positive et s'améliore fortement fil au des années compte tenu des performances et de la progression des bénéfices nets dégagés.

1-4-2 Capacité de remboursement des emprunts : C'est un ratio financier qui exprime la disposition d'une entreprise à rembourser son endettement net au moyen de sa capacité d'autofinancement. Plus précisément, elle exprime le nombre d'années de capacité d'autofinancement que l'entreprise consacrerait au remboursement de ses dettes.

Elle mesure le degré de solvabilité de l'unité projetée pour faire face aux emprunts bancaires.

Tableau N°8 : La capacité de remboursement des emprunts.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Année	cash-flows	Remboursement Emprunt	cash –flows nets
01	1669	712	1669-712=957
02	1858	712	1858-712=1146
03	2113	712	2113-712=1401
04	2390	712	2390-712=1678
05	2691	712	2691-712=1979

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA.

Cash-flows nets = cash-flows -remboursement de l'emprunt

- ⇒ La situation de trésorerie exprimée par les cash-flows permet le remboursement des emprunts et dégage des excédents sur toute la période de projection.
- ⇒ la capacité de remboursement des emprunts semble être en constante amélioration au fil des années, ce qui est un indicateur positif de la santé financière de l'entreprise.

1-4-3 L'appréciation des critères de rentabilité :

Tous les financiers ainsi que les managers engageant des investissements se doivent de maîtriser les critères de rentabilité couramment utilisés. Zoom sur la valeur actuelle nette, le taux de rentabilité interne, le délai de récupération et l'indice de profitabilité.

1-4-3-1 La valeur actuelle nette (VAN) :

La valeur actuelle nette est une mesure de la rentabilité d'un investissement, est égale au cumul des flux de trésorerie du projet actualisés au taux de rendement exigé par l'investisseur.

La VAN est le critère par excellence, l'objectif de toute décision d'investissement, industriel ou financier étant de maximiser la création de richesse.

$$VAN = -I_0 + \sum CAF_n (1+i)^{-n}$$

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

-I₀: l'investissement initial

ΣCAF_n (1+i)⁻ⁿ: La somme des cash –flows actualisés

N :durée de remboursement

I:taux d'actualisation = 8%

$$VAN = -I_0 + CAF_1 (1 + 0,08)^{-1} + CAF_2 (1+0,08)^{-2} + CAF_3 (1+0,08)^{-3} + CAF_4 (1+0,08)^{-4} + CAF_5 (1+0,08)^{-5}$$

$$VAN = -5099097,14 + 957000 (1+0,08)^{-1} + 1146000 (1+0,08)^{-2} + 1401000 (1+0,08)^{-3} + 1678000 (1+0,08)^{-4} + 1979000 (1+0,08)^{-5}$$

VAN = 1094063,99 KDA.

⇒ La VAN de l'entreprise « salle de sport » est positive c à d >0 cela signifie que le projet est rentable et très satisfaisante pour un taux de 8% est une durée de vie de 5 ans.

1-4-3-2 Taux de rentabilité interne (TRI):

Le taux de rentabilité interne, est un taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette d'une série de flux financiers.

Pour une VAN =0

$$VAN = -I_0 + \Sigma CAF_n (1+i)^{-n}$$

Dans ce cas Pour calculer la Valeur Actuelle Nette (VAN) à différents taux d'actualisation (10% et 12%), nous utiliserons la formule suivante :

Pour un taux d'actualisation = 10%

$$VAN = -I_0 + \Sigma CAF_n (1+i)^{-n}$$

$$= -5099097,14 + 957000 (1 + 0,1)^{-1} + 1146000 (1+0,1)^{-2} + 1401000 (1+0,1)^{-3} + 1678000 (1+0,1)^{-4} + 1979000 (1+0,1)^{-5}$$

VAN= 145502, 18 KDA.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Pour un taux d'actualisation = 12% :

$$VAN = -5099097,14 + 957000 (1+0,12)^{-1} + 1146000 (1+0,12)^{-2} + 1401000 (1+0,12)^{-3} + 1678000 (1+0,12)^{-4} + 1949000 (1+0,12)^{-5}$$

VAN= -144507,49 KDA

⇒ D'après les deux taux d'actualisations que nous avons donnés précédemment, nous concluons que le taux qui annule la VAN est limité entre 10% et 12%

⇒ Le TRI est le taux d'actualisation précise où la VAN devient nulle.

$$10\% < TRI < 12\%$$

$$TRI = 10 + (12-10) = \frac{VAN(+)}{VAN(+)+VAN(-)}$$

VAN+ : la VAN lorsque le taux d'actualisation est de 10%

VAN- : La VAN lorsque le taux d'actualisation est de 12%

En utilisant ces valeurs dans la formule, nous pouvons calculer le TRI :

$$TRI = 10 + 2 \left(\frac{145502,18}{145502,18 + (-144507,49)} \right)$$

TRI= 11%

⇒ TRI de 11% est un indicateur positif de la rentabilité du projet de salle de sport, indiquant qu'il a le potentiel de générer des rendements favorables pour l'entreprise.

1-4-3-3 Le Délai de récupération (DR) :

Le délai de récupération, mesure le temps nécessaire à la récupération du montant initial d'un investissement en le comparant aux flux cumulés de trésorerie.

Tableau n°9 : Le délai de récupération

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

Années	0	1	2	3	4	5
CFN	- 5099097,14	957000	1146000	1401000	1678000	1979000
CFNA	- 5099097,14	886111,11	982510,28	1112158,97	12233380,09 3	1979000,68
ΣCFN A	- 5099097,14	- 4212986,03	- 3230475,75	2118316,78	-884936,68	1094063,993

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des documents comptables à la banque CPA

$$DR = 5 + \left(\frac{884936,68}{884936,68 + 1094063,993} \right)$$

$$DR = 5 + \left(\frac{884936,68}{1979000,68} \right)$$

$$DR = 5 + 0,447 \Rightarrow (0,447 \times 12) = 5,36 \Rightarrow 0,36 \times 30 = 10$$

DR = 5 ans et 5 mois et 10 jour |

⇒ Donc l'investisseur doit récupérer son montant d'investissement initial après 5 ans, 5 mois et 10 jours.

1-4 -3-4 Indice de profitabilité (IP) :

L'indice de profitabilité est le rapport entre le cumul actualisé des flux de trésorerie (cash-flows) et le capital investi. Il s'agit en d'autre termes du rapport entre la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs et le capital investi.

$$IP = 1 + \frac{VAN}{I_0}$$

$$IP = 1 + \frac{1094063,99}{5099097,14}$$

$$IP = 1 + 0,21$$

IP = 1,21

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

- ⇒ IP>1 la réalisation de projets consiste à recevoir 1,21 DA contre 1DA.
- ⇒ L'opération est donc avantageuse, cela signifie que pour 1DA l'entreprise gagne 0,21 DA. Donc il est acceptable.

En conclusion, ces critères appliqués à ce projet sont tous favorables à son exécution, à savoir :

- ⇒ La VAN qui est un critère de base dans le choix d'investissement, selon ce critère le projet est rentable, puisque la VAN est supérieur à 0.
- ⇒ Le TRI. C'est le taux d'actualisation avec lequel l'entreprise n'est pas en perte, donc l'entreprise est en situation de rentabilité.
- ⇒ Le DR et IP sont aussi à la faveur d'investir en ce projet.

2- La prise de décision par la banque CPA :

Les critères sur lesquels la banque basera sa décision sont les éléments suivants :

- Le promoteur est sérieux et honorable, doté d'une bonne expérience.
- Le projet s'inscrit dans un cadre général de développement de culture « salle de sport ».
- La localisation du projet est favorable à l'activité projetée, elle permet la profitabilité totale des usages.
- L'impact du projet est favorable sur le développement social.
- La salle existe et aménagée.
- Les équipements sont modernes et répondent aux exigences des personnes.
- Les éléments d'appréciation sur lesquels la banque CPA, a axé l'étude de ce projet, nous font montré que celui-ci n'aura pas de difficultés notables pour trouver sa place sur le marché.

Eu égard aux éléments qui entourent ce présent dossier, la banque CPA donne un avis favorable pour le financement dudit projet par :

Un crédit à moyen terme d'un montant de: 3560 000,00 DA soit 70% du coût du projet.

- Centralisation du chiffre d'affaires aux de la banque CPA.
- Paiement direct aux fournisseurs.

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

- Nantissement sur équipement.
- Délégation assurance Multirisque Professionnelle
- Caution Code Général des Collectivités Territoriales CGCT

Dans le cadre de cette étude approfondie, nous avons entrepris d'explorer le rôle de la solvabilité de l'entreprise dans le processus de décision de la banque concernant l'octroi de crédits d'investissement. Nous avons formulé l'hypothèse N°2 :

La solvabilité de l'entreprise est un facteur clé dans la décision de la banque d'accorder un crédit d'investissement.

En se basant sur divers critères d'évaluation, tels que la capacité de remboursement, la VAN et le TRI il est clairement établi que le projet de l'entreprise affiche une rentabilité financière solide. Cette performance financière favorable constitue un élément décisif qui motive la banque à accorder le crédit demandé. À partir de ces résultats nous constatons donc que notre deuxième hypothèse est confirmée de manière convaincante.

Nous avons constaté que la banque accorde une attention particulière à la clarté des objectifs de l'entreprise (salle de sports) ainsi que leur alignement avec la viabilité financière cela confirme l'hypothèse N°3 l'objectif du crédit d'investissement de l'entreprise influence la décision de la banque.

Pour conclure, on peut déduire que l'hypothèse N°1 confirmée à 50% du fait que la relation entre entreprise-banque repose principalement sur une relation clientèle.

Il est aussi envisageable que d'autres éléments aient un impact sur la relation entre l'entreprise et la banque, et que ces éléments puissent constituer la moitié restante de l'influence dans cette relation.

Conclusion :

Chapitre III : Evaluation d'un projet d'investissement au sein de CPA

L'évaluation d'un projet d'investissement est un processus en deux étapes qui comprend une étude technico- économique et une étude de rentabilité. Ces deux études sont étroitement liées car la première évalue la faisabilité technique du projet tandis que la seconde confirme sa rentabilité financière.

Une fois que le projet est techniquement viable, il est essentiel d'évaluer sa rentabilité financière en calculant les revenus nécessaires pour rembourser les crédits à court terme. Cette évaluation permet de s'assurer que l'entreprise qui sollicite un crédit est solvable et que la banque peut accorder le crédit demandé, en prenant en considération la prise de garanties en cas d'anomalie.

Conclusion générale

Conclusion générale

Conclusion générale :

Au terme de ce stage pratique, nous pouvons dire que la décision d'investissement est l'étape la plus importante, aussi bien pour l'entreprise que pour le banquier qui assure les financements nécessaires.

En effet, il existe de nombreuses sources de financement disponibles pour les entreprises. Chacune a ses avantages et ses inconvénients, et il est important pour l'entreprise de choisir la source de financement qui convient le mieux à ses besoins.

Il est également important de comprendre les risques associés à chaque méthode de financement et de les prendre en compte lors de la prise de décision. En utilisant les bonnes sources de financement, une entreprise peut réussir à réaliser ses projets et à atteindre ses objectifs financiers.

L'analyse a également mis en évidence les avantages et les défis liés au crédit d'investissement. D'une part, le crédit d'investissement permet aux entreprises d'accéder à des ressources financières nécessaires pour se développer, diversifier leurs activités et améliorer leur compétitivité. D'autre part, les entreprises doivent faire face à des exigences de remboursement et à des coûts d'intérêt qui peuvent parfois être élevés, ce qui peut affecter leur rentabilité et leur capacité à rembourser leur dette.

De plus, nous avons constaté que la relation entre les banques et les entreprises est cruciale pour assurer un accès adéquat au crédit d'investissement. Les banques doivent mettre en place des processus d'évaluation rigoureux pour évaluer la solvabilité des emprunteurs potentiels tout en tenant compte des spécificités de chaque entreprise. Les entreprises, de leur côté, doivent maintenir une bonne santé financière, fournir des informations précises et transparentes aux banques, et respecter les conditions de remboursement convenues.

Le stage que nous avons effectué au sein de l'agence 120 du CPA le crédit populaire d'Algérie de Tizi-Ouzou nous a permis de comprendre toutes les questions relatives au financement des entreprises par un crédit d'investissement. et grâce au service de crédit . En ce qui concerne le cas pratique nous a permis d'acquérir l'expérience nécessaire dans le monde professionnel en général et dans celui de la banque et des entreprises en particulier.

Conclusion générale

Dans notre travail nous avons vu les différents éléments nécessaires pour construire un dossier de crédit d'investissement pour obtenir un prêt et démontré une solvabilité et une capacité de remboursement adéquates.

Après une étude techno-économique , et une analyse de rentabilité d'un projet domaine d'activité (salle de sport) , nous avons constaté que l'entreprise qui a demandé le crédit présente une solvabilité adéquate et une capacité de remboursement suffisante pour rembourser le crédit.

Sur cette base nous pouvons conclure que le projet est rentable et la banque peut accorder le crédit demandé, tout en prenant en considération la nécessité de garantir la banque CPA en cas d'anomalie.

Cette étude confirme que la relation entreprise-banque repose en grande partie sur une relation clientèle. De plus, la solvabilité de l'entreprise joue un rôle crucial dans la décision d'octroi de crédits d'investissement.

Ainsi, nous avons pu de mieux comprendre le rôle crucial de la Banque Crédit Populaire d'Algérie dans le financement des investissements, soulignant l'importance de soutenir les entreprises pour favoriser le développement économique et contribuer à la prospérité nationale. Les recommandations formulées visent à orienter les futures stratégies et politiques visant à optimiser l'efficacité du crédit d'investissement et à stimuler la croissance économique en Algérie.

Liste des annexes

Bibliographie

Bibliographie

➤ Les ouvrages :

- ALLAM .H « Crédit-Bail » B.S.B.E.S.B , 15^{ème} promotion 2012
- AMMOUR. B, « Système bancaire algérien : textes et réalité ».édition Dahleb , Alger .1997
- BENHALIMA A« Pratique des techniques bancaires »- Référence à l'Algérie , Edition Dahleb. Alger 1997.
- BEYSUL. A, Cyrille .M , « L'investissement et le financement de l'entreprise », édition Casbah , Alger,2000
- BOLUSSET,C « L'investissement » éd Bréal , Paris 2007,p.50.
- BOUGHABA. A, « Analyse et évaluation de projet » Berti ,Paris,1998.
- BOUYAKOUB .F « l'entreprise et le financement bancaire » Edition CASBAH, Alger 2000.
- CATHERINE .K , « L'essentiel de la Banque »,Edition Gualino , 2015-2016.
- CHEN.E « Gestion financières de l'entreprise et développement financier » édition EDICEF/AUPELF.1991.
- CHIHA . K : Finance d'entreprise , édition Houma , Alger 2012.
- FRANCOIS .A.R , « Organisation de l'entreprise »,Les éditions d'organisation , Paris , 1983
- HOUDAYER « Projet d'investissement :Guide d'évaluation financière , Edition ECONOMICA Paris 2006
- KHAROUBI . C et THOMAS. Ph , « analyse du risque de crédit »,2^{ème} édition , 2016
- LAUPRETRE .D : droit du crédit , Edition Ellipses, Paris 2000.
- LASARY .K : Evaluation et financement des projet » Alger .Essalam .2000.P.6.
- LUC BERNET –ROLLANDE, « Principes de technique bancaire », 25^{ème} Edition DUNOD
- MAACHA-AKKACHE. D « Cours de gestion de l'entreprise »Edition EL Amel ; 2019.
- MAYER.J, « Economie d'entreprise », édition Dunod, Paris ,1985
- MOURGUE .N , « Le choix des investissements dans l'entreprise »Edition economica ,1994
- PETIT-DUTAILLIS. G ; « Le risque du crédit bancaire ».Edition économiques .Paris.1963.
- PIGET. P « Gestion financier de l'entreprise » , 2^{ème} édition, economica , Paris ,2005.
- ROUYER .G, CHOINEL.G « La banque et l'entreprise techniques actuelles de financement », 3^{ème} édition , éd Revue Banque , Paris, 1996
- SYLVVIE De COUSSERGUES , « La banque : structure , marché et gestion »,Paris , 1996
- VIGEZZI.M , « L'entreprise » , édition Flammarion , Paris ,1997

Bibliographie

-YVES .B ,EAN CLAUDE COLI. « Dictionnaire économique et financier » Seuit – Paris,1996

➤ **Revues :**

-F.S MISHKIN « L'instabilité financière : définition et origines » .Global financialinstability : Framework ,events , issus ;Journal of económica Perspectives , vol.13 n°4. Automne 1999.

➤ **Les articles :**

-L'article 114 de la loi Algérienne N°=90-10 du Avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

-Loi n°01-18 du 27 ramadhan 1422 correspondant au 12-12-2001 portout loi d'orientation sur la promotion de la PME .

-Ordonnance n°(3-11 du 26 Août 2003 relative à la monnaie et au crédit .

➤ **Documents internes :**

-Documents internes de la banque CPA (Agence 120.)

➤ **Mémoires :**

1. AIT DRAHMANE. F, YAZID. S, « Les Risques de Crédit et Les Règles prudentielles de

la Banque », Mémoire de Master en Science de Gestion, option : Finance et Comptabilité,

Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2010-2011

2. BOUAICHE. S, MERABTI. C, « La Gestion des Risques du Crédit Bancaire », Mémoire

de Master en Sciences Economiques, option : Monnaie, Banque, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2012-2013.

3. BOUFELIOUNE. N, DJEMOUNE. L, DJOULANE. H, « Etude d'un Dossier du Crédit D'investissement » Mémoire de Licence en Science Economique, option : MBEF, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2012-2013.

4. MESSAOUDENE. R, NAITYOUCEF. H, « Etude d'un Financement Bancaire : cas d'un crédit d'investissement », Mémoire de Master en Science de Gestion, option : CCA, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2002.

5. MEZIANI. S, BELOUCIF. K, YAHIAOUI. Y, «Etude et Analyse d'un Dossier de Crédit D'investissement », Mémoire de Licence en Science de Gestion, option: Comptabilité, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2012-2013.

Bibliographie

➤ Sites webs :

-[www. Wikipidia –org](http://www.Wikipedia-org).

-www. Journaldunet .com.

-www. Financedemarche.fr.

-www.bank-of-algeria.dz.

-www.observaoire – metiers-banque.fr

-www.cosob-org

Résumé

Ce mémoire est le résultat d'une recherche menée sur le crédit d'investissement des entreprises par les banques cas de crédit populaire d'Algérie (CPA) à travers lequel on a essayé de faire connaître le déroulement de l'étude d'une demande de crédit.

La décision d'investissement est l'étape la plus importante, aussi bien pour l'entreprise que pour le banquier qui assure les financements nécessaires. Il est également important de comprendre les risques associés à chaque méthode de financement et de les prendre en compte lors de la prise de décision.

À partir de l'étude de la rentabilité financière du projet ainsi que l'application des différents critères, nous avons constaté que le projet est rentable et permet de créer la richesse pour l'entreprise

Mots clés : Investissement, décision, risque, évaluation, rentabilité, crédit populaire d'Algérie

Summary

This dissertation is the result of research carried out on business investment credit by banks in the case of Popular Credit of Algeria (CPA) through which we tried to make known the progress of the study of a request credit.

The investment decision is the most important step, both for the company and for the banker who provides the necessary financing. It is also important to understand the risks associated with each financing method and take them into account when making a decision.

From the study of the financial profitability of the project as well as the application of different criteria, we found that the project is profitable and makes it possible to create wealth for the company.

Keywords: Investment, decision, risk, evaluation, profitability, popular credit of Algeria